

Rapport financier consolidé

Exercice terminé le 31 décembre 2022

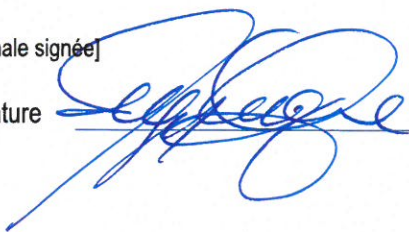
ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU GREFFIER-TRÉSORIER SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Suzy Lévesque, OMA , atteste la véracité du Rapport financier consolidé de Ville de Sept-Îles pour l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

[Originale signée]

Signature



Date 8 mai 2023

Table des matières

États financiers consolidés audités

Rapport de l'auditeur indépendant ou des auditeurs indépendants	1
État consolidé des résultats	4
État consolidé de la situation financière	5
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	6
État consolidé des flux de trésorerie	7
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	8
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	34
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	35
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	36
Situation financière par organismes	37
Charges par objets	38
Excédent (déficit) accumulé	39
Avantages sociaux futurs	43

Renseignements financiers consolidés non audités

Analyse des revenus consolidés	49
Analyse des charges consolidées	61

RAPPORT

Aux membres du conseil de la Ville de Sept-Îles

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles (la « Municipalité »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2022 et les états consolidés des résultats, de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi que les notes complémentaires, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Sept-Îles au 31 décembre 2022, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (sa dette nette) et de ses flux de trésorerie consolidés pour l'exercice clos à cette date conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés » du présent rapport. Nous sommes indépendants de la Municipalité conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Observations - Informations financières établies à des fins fiscales

Nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Sept-Îles inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations sont établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH) et présentées aux pages S13, S14 et S23 portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider la Municipalité ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à elle.

RAPPORT

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de la Municipalité.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce qu'elles, individuellement ou collectivement, puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

RAPPORT

- Nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- Nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Municipalité;
- Nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- Nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Municipalité à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener la Municipalité à cesser son exploitation;
- Nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes complémentaires et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- Nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du groupe et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

MNP SENCRL, S.É.

CPA auditeur, permis de comptabilité publique no A124966
Sept-Îles, le 4 mai 2023

ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations	
		2022	2021
Revenus			
Taxes	1	59 438 057	57 055 544
Compensations tenant lieu de taxes	2	6 626 806	5 412 711
Quotes-parts	3		
Transferts	4	6 201 908	9 335 040
Services rendus	5	4 944 518	5 161 486
Imposition de droits	6	2 675 134	1 822 489
Amendes et pénalités	7	477 185	482 623
Revenus de placements de portefeuille	8		
Autres revenus d'intérêts	9	1 401 623	576 979
Autres revenus	10	2 074 472	1 705 473
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	11		
Effet net des opérations de restructuration	12		
	13	83 839 703	81 552 345
Charges			
Administration générale	14	8 973 129	8 928 573
Sécurité publique	15	10 982 380	10 350 829
Transport	16	16 564 045	14 456 635
Hygiène du milieu	17	19 118 310	19 819 529
Santé et bien-être	18	509 297	505 015
Aménagement, urbanisme et développement	19	4 195 515	3 958 794
Loisirs et culture	20	16 146 987	14 495 950
Réseau d'électricité	21		
Frais de financement	22	2 433 141	2 490 158
Effet net des opérations de restructuration	23		
	24	78 922 804	75 005 483
Excédent (déficit) de l'exercice	25	4 916 899	6 546 862
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice			
Solde déjà établi	26	179 215 513	172 668 651
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	27		
Solde redressé	28	179 215 513	172 668 651
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	29	184 132 412	179 215 513

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S13.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
ACTIFS FINANCIERS			
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	40 975 021	37 288 314
Débiteurs (note 5)	2	25 517 144	25 862 617
Prêts (note 6)	3	200 000	397 847
Placements de portefeuille (note 7)	4	931 632	878 580
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6		
Autres actifs financiers (note 9)	7		
	8	67 623 797	64 427 358
PASSIFS			
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9		
Emprunts temporaires (note 10)	10	660 284	660 284
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	23 331 290	14 205 527
Revenus reportés (note 12)	12	4 708 121	4 236 498
Dette à long terme (note 13)	13	92 806 515	88 430 231
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	3 023 200	2 049 200
Autres passifs (note 14)	15	3 830 619	3 759 582
	16	128 360 029	113 341 322
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(60 736 232)	(48 913 964)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations corporelles (note 15)	18	241 862 395	225 049 380
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	642 975	736 078
Stocks de fournitures	20	2 198 253	2 027 294
Actifs incorporels achetés (note 17)	21		
Autres actifs non financiers (note 18)	22	165 021	316 725
	23	244 868 644	228 129 477
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	24	184 132 412	179 215 513

Obligations contractuelles (note 19)

Droits contractuels (note 20)

Passifs éventuels (note 21)

Actifs éventuels (note 22)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés, lesquelles avec les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations	
		2022	2021
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 916 899	6 546 862
Variation des immobilisations corporelles			
Acquisition	2 (	28 836 653)	13 160 561)
Produit de cession	3	93 735	86 490
Amortissement	4	11 863 236	11 678 850
(Gain) perte sur cession	5	66 667	141 226
Réduction de valeur / Reclassement	6		
Transfert dans le cadre d'opérations de restructuration	7		
	8	(16 813 015)	(1 253 995)
Variation des propriétés destinées à la revente	9	93 103	142 228
Variation des stocks de fournitures	10	(170 959)	(193 701)
Variation des actifs incorporels achetés	11		
Variation des autres actifs non financiers	12	151 704	(175 350)
	13	73 848	(226 823)
Gains (pertes) de réévaluation nets de l'exercice	14		
Révision d'estimations comptables et autres ajustements	15		
Variation des actifs financiers nets (ou de la dette nette)	16	(11 822 268)	5 066 044
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	17	(48 913 964)	(53 980 008)
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	18		
Reclassement de propriétés destinées à la revente	19		
Solde redressé	20	(48 913 964)	(53 980 008)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	21	(60 736 232)	(48 913 964)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Le rapprochement entre les données budgétaires et les données réelles de l'administration municipale est présenté dans les informations sectorielles.

ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	4 916 899	6 546 862
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement des immobilisations corporelles (note 15)	2	11 863 236	11 678 850
Autres			
▪ Perte disp. d'immobilisations	3	66 667	141 226
▪	4		
	5	16 846 802	18 366 938
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	345 473	(611 807)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer / Autres passifs	8	9 196 800	(790 068)
Revenus reportés	9	471 623	584 228
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	974 000	142 900
Propriétés destinées à la revente	11	93 103	142 228
Stocks de fournitures	12	(170 959)	(193 701)
Autres actifs non financiers	13	151 704	(175 350)
	14	27 908 546	17 465 368
Activités d'investissement			
Acquisition d'immobilisations corporelles	15	(28 836 653)	(13 160 561)
Produit de cession des immobilisations corporelles	16	93 735	86 490
Acquisition d'actifs incorporels achetés	17	()	()
Produit de cession des actifs incorporels achetés	18	()	()
	19	(28 742 918)	(13 074 071)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux			
Émission ou acquisition	20	(114 080)	(411 872)
Remboursement ou cession	21	197 847	209 486
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	22	(63 298)	()
Cession	23	(2 270)	
	24	144 795	(202 386)
Activités de financement (note 4)			
Émission de dettes à long terme	25	12 000 000	14 213 000
Remboursement de la dette à long terme	26	(7 696 047)	(11 393 044)
Variation nette des emprunts temporaires	27		(4 532 975)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	28	72 331	(8 115)
Autres			
▪	29		
▪	30		
	31	4 376 284	(1 721 134)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	32	3 686 707	2 467 777
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
Solde déjà établi	33	37 288 314	34 820 537
Redressement aux exercices antérieurs (note 23)	34		
Solde redressé	35	37 288 314	34 820 537
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 4)	36	40 975 021	37 288 314

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Sept-Îles est un organisme municipal existant depuis le 6 février 2003 en vertu du décret 106-2003 du gouvernement du Québec, adopté en vertu de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q.c.0-9).

La Ville de Sept-Îles est constituée des ex-municipalités suivantes : Ville de Sept-Îles, Ville de Moisie et Municipalité de Gallix. La nouvelle ville est régie par la Loi sur les cités et villes du Québec (L.R.Q., c. C-19).

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Habitation (MAMH). Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales par organisme présenté aux pages S13 et S14, ainsi que la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé consolidé à des fins fiscales présentée aux pages S23.

Dans les informations sectorielles ainsi que dans les notes et renseignements complémentaires, l'expression « administration municipale » réfère à la municipalité excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariats

Les états financiers consolidés de la Ville de Sept-Îles présentent les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses propres à la ville. Ils incluent également les actifs, les passifs, les revenus et les dépenses consolidés, ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable.

La Ville de Sept-Îles agit en partenariat dans certains dossiers avec la Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.). La Ville de Sept-Îles a également conclu des ententes inter-municipales avec le Conseil de bande Innu Takuaikan Uashat Mak Mani-Utenam, de même qu'avec la Ville de Port-Cartier.

a) Périmètre comptable

Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

- La Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.;
- La Corporation Touristique de Sept-Îles inc.;
- Développement Économique Sept-Îles inc.;
- La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière selon les barèmes du ministère des Transports. En 2022, la Ville a versé une contribution de 237 000 \$ incluant une contribution de 137 000 \$ en référence avec le service d'un transport collectif - Taxibus.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. En 2012, elle a obtenu son statut d'organisme de charité. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer les opérations de transport sur son territoire. Depuis janvier 2011, elle offre un service de transport par autobus « Interbus » reliant les villes de Sept-Îles et de Port-Cartier.

Au 31 décembre 2022, les états financiers de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

• Actifs	1 209 308 \$
• Passifs	138 726 \$
• Actifs nets	1 070 582 \$
• Revenus	1 148 292 \$
• Dépenses	1 130 308 \$
• Surplus 2022	17 984 \$

Corporation Touristique de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2022, la Ville a versé une contribution de 906 000 \$, incluant une contribution de 155 775 \$ en référence avec la gestion des activités au Lac des Rapides, ainsi qu'une contribution de 217 700 \$ pour la gestion des activités de l'Archipel.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir le développement de l'activité touristique dans la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2022, les états financiers de la Corporation Touristique de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

• Actifs	674 866 \$
• Passifs	164 476 \$
• Actifs nets	510 390 \$
• Revenus	1 141 854 \$
• Dépenses	1 024 197 \$
• Surplus 2022	117 657 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Développement Économique Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de Développement Économique Sept-Îles inc. et subventionne cette dernière. En 2022, la Ville a versé une contribution de 750 000 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour voir à l'expansion industrielle, commerciale et économique de la région de Sept-Îles.

Au 31 décembre 2022, les états financiers de Développement Économique Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

• Actifs	665 455 \$
• Passifs	13 974 \$
• Actifs nets	651 481 \$
• Revenus	929 704 \$
• Dépenses	931 686 \$
• Déficit 2022	(1 982 \$)

Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc.

La Ville de Sept-Îles est représentée sur le conseil d'administration de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. En 2022, la Ville a versé des honoraires de gestion de 240 000 \$ en conformité avec la convention de gestion. Elle a également perçu des loyers pour un montant total de 38 900 \$.

Ladite corporation est constituée en vertu de la 3e partie de la Loi sur les compagnies du Québec. Elle a été mandatée par la Ville de Sept-Îles pour gérer et promouvoir les activités de la Salle de spectacle.

Au 30 juin 2022, les états financiers de la Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. présentent les éléments suivants :

• Actifs	2 472 081 \$
• Passifs	1 805 372 \$
• Revenus	1 286 897 \$
• Dépenses	1 139 180 \$
• Surplus 2022	147 717 \$

b) Partenariats

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Municipalité Régionale de Comté de Sept-Rivières (M.R.C.)

En plus de l'administration de la M.R.C., la Ville de Sept-Îles, conjointement avec les autres villes membres, doit assumer la planification et le suivi de l'aménagement du territoire. De plus, en 2022, la Ville versait une quote-part pour les équipements supralocaux, soit pour la Station récréotouristique de Gallix, une autre quote-part pour la lutte contre la baisse démographique, en plus de sa participation au Plan de gestion des matières résiduelles (Plan de gestion) pour terminer avec une quote-part reliée aux services de l'archiviste. Suite à l'affaissement de la route menant à la Station de Ski de Gallix, des travaux de réparation d'urgence, dont le coût s'élevait à un peu plus de 359 500 \$, ont dû être effectués pour réparer la route et le remplacement du ponceau qui avait cédé. La participation de la Ville pour l'exercice 2022 totalise 503 424 \$ et se détaille comme suit :

• Archives	19 012 \$
• Gestion des Matières résiduelles	12 018 \$
• Lutte contre la baisse démographique	157 900 \$
• Équipements supralocaux	30 643 \$
• Équipements supralocaux (travaux d'urgence)	<u>283 851 \$</u>
Total :	<u>503 424 \$</u>

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments de revenus, de charges, d'actifs et de passifs sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions leur donnant lieu.

Les charges comprennent le coût des biens consommés et des services obtenus au cours de l'exercice et incluent l'amortissement annuel du coût des immobilisations.

Les revenus sont comptabilisés de façon brute, en tenant compte des critères de constatations suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

- Les revenus de taxes sont constatés lors du dépôt du rôle de perception, revenus faisant l'objet d'ajustement lors de l'envoi de facturation complémentaire résultant d'une modification au rôle d'évaluation;
- Les revenus de paiements tenant lieu de taxes sont constatés lors de l'adoption des règlements annuels de taxation et ajustés lors de l'émission d'un « certificat de l'évaluateur et avis de modification du rôle d'évaluation foncière »;
- Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats, avec inscription de débiteurs en contrepartie, dans l'exercice au cours duquel la Ville réalise des dépenses admissibles en vertu de l'entente, que les transferts soient versés comptant ou sur la base d'un service de dette;
- Les revenus de services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il donne lieu à une créance;
- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits;
- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des constats d'infraction;
- Les revenus d'intérêts sont comptabilisés lorsqu'ils sont gagnés;
- Le produit de cession des immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert;
- Les revenus de projets et autres revenus sont constatés lorsque tous les risques et avantages inhérents à la propriété ont été transférés aux clients et ceux des services lorsqu'ils sont rendus.

Estimations comptables

La préparation des états financiers consolidés de la ville, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et des passifs, de la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction. Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la provision pour pertes sur prêts, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et charges sociales, du passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés, des activités de fermeture et d'après fermeture des sites d'enfouissement et de la provision pour contestations d'évaluation, et enfin, les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs

S/0

a) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La pratique de la Ville consiste à présenter, dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, les placements temporaires ayant une échéance initiale de moins de trois mois, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le montant disponible, ainsi que la marge de crédit servant à combler les déficits de caisse.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Prêts

Les prêts sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable, s'il y a lieu.

Placements

Les placements temporaires sont comptabilisés au moindre du coût et de leur juste valeur. Les autres placements sont comptabilisés au coût, déduction faite de toute provision pour moins-value durable, s'il y a lieu.

Perte de valeur et prêts douteux

À la fin de chaque exercice, la Ville détermine s'il existe des indications d'une possible perte de valeur. Ainsi, la valeur comptable est ramenée à la valeur de réalisation estimative. La valeur de réalisation estimative est mesurée par l'actualisation des flux monétaires prévus aux taux d'intérêts réels inhérents aux prêts. Lorsque le montant et le moment de réalisation des flux monétaires futurs ne peuvent faire l'objet d'une estimation raisonnablement fiable, la valeur de réalisation estimative correspond à la juste valeur de tout élément donné en garantie.

b) Actifs non financiers**Stocks**

Les stocks de fournitures et de matériaux sont évalués au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût. Le coût comprend les frais financiers capitalisés pendant la période de construction ou d'amélioration.

Les immobilisations acquises par voie de donation ou pour une valeur symbolique sont comptabilisées à leur juste valeur au moment de leur acquisition, avec contrepartie aux revenus de l'exercice.

Les immobilisations sont amorties en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Nature des immobilisations	Durée de vie utile
-----------------------------------	---------------------------

Infrastructures	15 et 40 ans
Aménagements des parcs publics	20 ans
Bâtiments	30 et 40 ans
Améliorations locatives	15 ans
Véhicules	5 et 10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Ameublement et équipement de bureau	10 ans
Machinerie, outillage et équipement	10 ans
Équipement informatique et logiciels	5 ans

Aucun amortissement n'est comptabilisé sur les immobilisations en cours ni sur les projets terminés durant l'exercice.

Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût ou de la valeur de réalisation nette, le coût étant déterminé selon la méthode du coût distinct.

Autres actifs non financiers

Les autres actifs non financiers représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la Ville bénéficiera au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la Ville bénéficiera des services acquis.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers consolidés.

D) Passifs

Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière et à des contestations de codification prévues en vertu de la Loi sur la fiscalité municipale.

Passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

La Ville comptabilise un passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Le passif provisionné correspond à la valeur actualisée des

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

flux de trésorerie futurs liés au recouvrement final, à la revégétation, au contrôle des produits de lixiviation, à la qualité des eaux, au contrôle et à la récupération des gaz, à l'acquisition de nouveaux terrains devant servir de zones tampons et à l'entretien des divers systèmes de contrôle et de drainage. Ces coûts estimatifs sont comptabilisés en fonction de la capacité utilisée des sites. Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

Passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés

La Ville comptabilise un passif au titre des frais d'assainissement des sites contaminés lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

Subventions reportées du gouvernement du Québec

Les subventions reçues du gouvernement du Québec sont, dans un premier temps, comptabilisées à titre de subventions reportées lorsque les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. Dans un deuxième temps, les subventions reportées sont diminuées et un montant équivalent de revenus de subvention est comptabilisé à mesure que les conditions relatives au passif sont remplies.

Revenus reportés

Les montants perçus à l'égard du fonds de parcs et terrains de jeux sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds régional à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Les montants perçus à l'égard du fonds de stationnement sont comptabilisés à titre de revenus reportés et constatés à l'état des résultats lors de leur utilisation aux fins prévues par le fonds.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Revenus

Les revenus de transfert sont constatés à l'état consolidé des résultats, avec inscription de débiteurs en contrepartie, dans l'exercice au cours duquel la Ville réalise des dépenses admissibles en vertu de l'entente, que les transferts soient versés comptant ou sur la base d'un service de dette.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

F) Avantages sociaux futurs

Régime de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Régime de retraite à prestations déterminées et avantages sociaux futurs

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment :

- les avantages complémentaires de retraite comme l'indemnité de retraite;
- la couverture des soins de santé, et;
- l'assurance vie offerte aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants, selon la méthode de répartition des prestations au prorata des services. Dans l'application de cette méthode, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (2014, chapitre 15) sanctionnée le 5 décembre 2014 ("la Loi"). Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif, s'il y a lieu. Dans l'établissement de cette provision, un cloisonnement est fait entre le service antérieur au 1er janvier 2014 et le service postérieur au 31 décembre 2013 pour se conformer à la Loi précitée.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode suivante : Répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels. Des obligations implicites peuvent devoir être reconnues, notamment en vertu de la Loi précitée.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2022 selon la méthode suivante :

- Valeur liée au marché - 5 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. En contrepartie, des gains ou pertes actuariels non amortis peuvent devoir être constatés.

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés peut faire l'objet en contrepartie d'un montant aux dépenses constatées à taxer ou à pourvoir aux fins de taxation.

G) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

S/0

H) Instruments financiers

S/0

I) Autres éléments

Affectations

Les affectations représentent des provenances et des utilisations de fonds impliquant les comptes de l'excédent accumulé. Les affectations ne constituent ni des revenus ni des dépenses de fonctionnement ou d'investissement.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

3. Modification de méthodes comptables

S/0

4. Trésorerie et équivalents de trésorerie

		2022	2021
La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :			
Fonds en caisse et dépôts à vue	1	38 868 955	35 716 654
Placements à court terme, liquides, exclus des placements de portefeuille	2		
Autres éléments			
▪ Org. contrôlés - Fonds caisse	3	2 106 066	1 414 274
▪ Org. contrôlés - Placement CT	4		157 386
▪	5		
▪	6		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	7	40 975 021	37 288 314
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (découvert bancaire)	8	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	9	40 975 021	37 288 314
Sommes affectées comprises dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie	10	12 749 772	13 705 428
Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie et ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice	11		

Note

S/0

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. Débiteurs

		2022	2021
Taxes municipales	12	2 437 978	2 624 207
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	13		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	15 734 238	17 163 433
Gouvernement du Canada et ses entreprises	15	2 297 597	1 715 180
Organismes municipaux	16	1 005 885	655 253
Autres			
▪ Administration municipale	17	3 039 172	2 475 469
▪ Organismes contrôlés (nets)	18	1 002 274	1 229 075
	19	25 517 144	25 862 617
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	20	12 356 125	13 474 349
Gouvernement du Canada et ses entreprises	21		
Organismes municipaux	22		
Autres tiers	23	2 211	4 355
	24	12 358 336	13 478 704
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	25	377 693	432 640
Ventilation du solde des débiteurs du Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/SOFIL	26	516 597	1 031 909
Ministère des Affaires municipales et de l'Habitation/Autres	27	8 488 161	9 110 966
Ministère des Transports et de la Mobilité durable	28	393 890	223 012
Ministère de la Culture et des Communications	29	2 526 107	2 791 553
Autres ministères/organismes	30	3 809 483	4 005 993
	31	15 734 238	17 163 433

Note

S/O

6. Prêts

		2022	2021
Prêts à un office d'habitation	32		197 847
Prêts à un fonds d'investissement	33		
Autres			
▪ Prêt - Vieux Quai en Fête	34		
▪ Prêt - Station de ski Gallix	35	200 000	200 000
	36	200 000	397 847
Provision pour moins-value déduite des prêts	37		

Note

Le 14 mai 2018, par sa résolution no 1805-295, le conseil municipal accordait un prêt de 500 000 \$ au Comité de relance de la Station de ski de Gallix inc., et ce, pour pallier au manque de liquidité provenant des engagements (promesses de dons) à recevoir au cours des cinq (5) prochaines années. Le prêt est sans intérêt et remboursable en cinq (5) versements annuels égaux, échéant en 2023. Considérant les travaux majeurs qui ont dû être effectués à l'automne 2021 en raison des fortes pluies ayant entraîné l'affaissement des installations du remonte-pente mécanique, le versement annuel de 100 000 \$ payable en juin 2022, suivant la résolution no 2205-313, est reporté en juin 2024.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

7. Placements de portefeuille

		2022	2021
Placements à titre d'investissement	38	466 144	415 362
Autres placements	39	465 488	463 218
	40	931 632	878 580
Sommes affectées comprises dans les placements de portefeuille	41	465 488	463 218
Provision pour moins-value déduite des placements de portefeuille	42		

Note

Autres placements (organismes contrôlés) :

- Placements affectés à la réserve pour autobus totalisant 465 488 \$ provenant de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. en date du 31 décembre 2022 (463 218 \$ en 2021).

8. Avantages sociaux futurs

		2022	2021
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	43	1 750 800	2 426 600
Actif (passif) des régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	44	(4 774 000)	(4 475 800)
	45	(3 023 200)	(2 049 200)
Charge de l'exercice			
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite à prestations déterminées	46	2 867 700	2 580 000
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs à prestations déterminées	47	370 700	418 600
Régimes à cotisations déterminées	48		
Autres régimes (REER et autres)	49		
Régimes de retraite des élus municipaux	50	69 303	61 672
	51	3 307 703	3 060 272

Se référer à la section « Renseignements complémentaires » pour plus de détails.

Note**9. Autres actifs financiers**

		2022	2021
Propriétés destinées à la revente (note 16)	52		
Autres	53		
	54		

Note

S/O

10. Emprunts temporaires

La ville dispose d'une marge de crédit sous forme de découvert bancaire d'un montant autorisé de 5 000 000 \$, portant intérêt au taux de TP + 0,50 %. Aucun montant n'est utilisé au 31 décembre 2022. (0 \$ pour 2021).

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La Corporation de la Salle de Spectacle de Sept-Îles inc. a contracté deux (2) prêts à demande, au taux préférentiel majoré de 2 %, garantis par deux (2) hypothèques au montant de 1 300 000 \$ et de 260 000 \$ sur les subventions à recevoir relatives au « Projet de remplacement des équipements techniques ».

Le montant emprunté en date du 31 décembre 2022 est de 660 284 \$ (660 284 \$ en 2021).

11. Crédoeurs et charges à payer

		2022	2021
Fournisseurs	55	11 647 012	7 375 375
Salaires et avantages sociaux	56	4 204 938	3 786 950
Dépôts et retenues de garantie	57	5 887 315	2 475 389
Provision pour contestations d'évaluation	58	890 565	1 968
Autres			
▪ Intérêts sur la DLT	59	735 108	625 615
▪ Organismes contrôlés (nets)	60	(33 648)	(59 770)
▪	61		
▪	62		
▪	63		
	64	23 331 290	14 205 527

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

12. Revenus reportés

		2022	2021
Taxes perçues d'avance	65	408 679	291 099
Transferts			
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	66	3 162 071	2 778 302
Soutien au rayonnement des régions du Fonds régions et ruralité - Volet 1	67		
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC du Fonds régions et ruralité - Volet 2	68		
Accès entreprise Québec	69		
Programme d'aide d'urgence au transport collectif des personnes	70		
Autres			
▪	71		
▪	72		
▪	73		
Fonds parcs, terrains de jeux et espaces naturels	74	17 786	17 786
Fonds de gestion et de mise en valeur du territoire	75		
Société québécoise d'assainissement des eaux	76		
Fonds de contributions à des travaux ou à des services municipaux	77	27 500	27 500
Autres contributions des promoteurs	78		
Fonds de redevances réglementaires	79		
Autres			
▪ Administration municipale	80	746 648	747 737
▪ Organismes contrôlés (nets)	81	345 437	374 074
▪	82		
▪	83		
▪	84		
▪	85		
▪	86		
	87	4 708 121	4 236 498

Note

S/O

13. Dette à long terme

	Taux d'intérêt		Échéance			2022	2021
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	0,50	4,25	2023	2052	88	92 908 000	88 604 000
Obligations et billets en monnaies étrangères					89		
Gains (pertes) de change reportés					90		
					91		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	4,79	4,79	2023	2023	92	49	96
Organismes municipaux					93		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					94		
Autres					95		
					96	92 908 049	88 604 096
Frais reportés liés à la dette à long terme					97	(101 534)	(173 865)
					98	92 806 515	88 430 231

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

		Obligations et billets		Autres dettes à long terme		Total 2022
		Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location- acquisition	Autres	
2023	99		8 263 000		49	8 263 049
2024	100		7 490 000			7 490 000
2025	101		6 863 000			6 863 000
2026	102		6 370 000			6 370 000
2027	103		5 853 000			5 853 000
2028 et plus	104		58 069 000			58 069 000
	105		92 908 000		49	92 908 049
Intérêts et frais accessoires	106		(	)	(	)
	107		92 908 000		49	92 908 049

Note

S/O

14. Autres passifs

		2022	2021
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	108	3 432 796	3 043 442
Assainissement des sites contaminés	109	397 823	716 140
Autres			
▪	110		
▪	111		
▪	112		
▪	113		
	114	3 830 619	3 759 582

Note

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

15. Immobilisations corporelles

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
Infrastructures					
Eau potable	115	75 152 625	509 286	(40 425)	75 702 336
Eaux usées	116	70 390 708	1 776 499		72 167 207
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	117	154 947 692	4 172 200		159 119 892
Autres					
▪	118	66 362 397	2 611 180	52 920	68 920 657
▪	119				
Réseau d'électricité	120				
Bâtiments	121	76 705 093	547 295	463 556	76 788 832
Améliorations locatives	122	105 610			105 610
Véhicules	123	9 213 836	1 211 100		10 424 936
Ameublement et équipement de bureau	124	4 558 256	127 525	42 160	4 643 621
Machinerie, outillage et équipement divers	125	10 277 415	443 330	123 448	10 597 297
Terrains	126	2 987 875			2 987 875
Autres	127	1 742 700	50 861	52 013	1 741 548
	128	472 444 207	11 449 276	693 672	483 199 811
Immobilisations en cours	129	4 922 064	17 387 377		22 309 441
	130	477 366 271	28 836 653	693 672	505 509 252
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures					
Eau potable	131	41 242 489	1 517 061		42 759 550
Eaux usées	132	36 269 329	1 522 589		37 791 918
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	133	92 271 757	3 664 803		95 936 560
Autres					
▪	134	34 139 048	2 091 128	26 460	36 203 716
▪	135				
Réseau d'électricité	136				
Bâtiments	137	32 419 753	1 714 358	398 657	33 735 454
Améliorations locatives	138	57 919	7 041		64 960
Véhicules	139	4 473 796	582 153	36 595	5 019 354
Ameublement et équipement de bureau	140	4 028 246	194 551		4 222 797
Machinerie, outillage et équipement divers	141	5 974 230	486 664	19 545	6 441 349
Autres	142	1 440 324	82 888	52 013	1 471 199
	143	252 316 891	11 863 236	533 270	263 646 857
VALEUR COMPTABLE NETTE	144	225 049 380			241 862 395
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations corporelles					
Coût	145				
Amortissement cumulé	146	()	()	()	()
Valeur comptable nette	147				

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

La nature « Autres » correspond aux soldes des immobilisations et des amortissements accumulés des organismes contrôlés.

16. Propriétés destinées à la revente

		2022	2021
Immeubles de la réserve foncière	148	338 637	431 740
Immeubles industriels municipaux	149	304 338	304 338
Autres	150		
	151	642 975	736 078
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	152		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste « Propriétés destinées à la revente »	153	642 975	736 078

Note

S/O

17. Actifs incorporels achetés

		Solde au début	Addition	Cession / Ajustement	Solde à la fin
COÛT					
▪	154				
▪	155				
▪	156				
▪	157				
	158				
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
▪	159				
▪	160				
▪	161				
▪	162				
	163				
VALEUR COMPTABLE NETTE	164				

Note**18. Autres actifs non financiers**

		2022	2021
Frais payés d'avance			
▪ Administration municipale	165	128 948	258 964
▪	166		
▪	167		
Autres			
▪ Taxes de secteur	168	14 093	35 525
▪ Organismes contrôlés (nets)	169	21 980	22 236
	170	165 021	316 725

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Note

S/0

19. Obligations contractuelles

1) La Ville de Sept-Îles s'est engagée envers l'Office Municipal d'Habitation de Sept-Îles à combler 10 % du déficit de cet organisme conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'habitation du Québec.

2) La Ville est également responsable financièrement du déficit d'opération de la Corporation de Transport Adapté de Sept-Îles inc. qui fut mandatée par la Ville pour assurer un service complet de transport adapté pour les personnes en perte d'autonomie ou ayant un handicap. Également, depuis juillet 2005, l'organisme assure un service de transport collectif sous la dénomination «Taxibus».

3) La Ville de Sept-Îles a signé différents contrats qui viennent à échéance jusqu'en 2028. Les versements futurs s'élèvent à environ 16 047 373 \$ et comprennent les contrats suivants :

a) Cueillette & transport des matières résiduelles et recyclables (résidentiel et commercial) & gestion des écocentres

La Ville s'est engagée par contrats, pour la cueillette des matières résiduelles et recyclables sur son territoire ainsi que pour l'exploitation des écocentres. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 14 554 990 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 2 691 558 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2026 sont les suivants :

2023	2 362 572 \$
2024	274 414 \$
2025	27 286 \$
2026	27 286 \$

b) Services professionnels en évaluation foncière

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de soixante-douze (72) mois, soit du 1er novembre 2020 au 31 octobre 2026, pour les services d'évaluation foncière. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à 4 608 056 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 2 656 724 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en octobre 2026 sont les suivants :

2023	588 524 \$
2024	656 455 \$
2025	892 659 \$
2026	519 086 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

c) Opération du lieu d'enfouissement sanitaire (LET)

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien de son lieu d'enfouissement sanitaire incluant l'enfouissement, le broyage, le tri, les échantillonnages et analyses des biogaz et des eaux souterraines, les vidanges des bassins et toutes autres opérations d'exploitation du LET. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 9 087 794 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 2 732 608 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2026 sont les suivants :

2023	2 247 875 \$
2024	277 510 \$
2025	159 221 \$
2026	48 002 \$

d) Entretien et opérations liés à la gestion des eaux usées

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien des stations de pompage d'égout, l'entretien préventif des soufflantes des eaux usées ainsi que pour l'analyse des échantillons des eaux usées et des sols. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 704 334 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 396 190 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2026 sont les suivants :

2023	190 650 \$
2024	97 038 \$
2025	81 178 \$
2026	27 324 \$

e) Entretien du dépôt à neige

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 15 novembre 2020 au 15 avril 2023, pour l'entretien du dépôt à neige. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 753 454 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 162 610 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en avril 2023 sont les suivants :

2023	162 610 \$
------	------------

f) Entretien des chemins en hiver, des stationnements et autres

La Ville s'est engagée, par contrats, relativement à l'entretien des chemins en hiver, aux déneigements des stationnements, promenade et bornes-fontaines. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à 6 757 258 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 2 696 582 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en décembre 2027 sont les suivants :

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

2023	1 116 350 \$
2024	721 970 \$
2025	345 356 \$
2026	305 504 \$
2027	207 402 \$

g) Entretien des bâtiments municipaux

La Ville s'est engagée, par contrats, pour l'entretien ménager de ses différents bâtiments de même que pour l'entretien de ses systèmes de climatisation et de réfrigération. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à environ 3 199 273 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 1 763 656 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2028 sont les suivants :

2023	665 215 \$
2024	335 801 \$
2025	282 105 \$
2026	236 199 \$
2027	237 459 \$
2028	6 877 \$

h) Traitement des matières récupérées

La Ville s'est engagée, par contrat, sur une durée de trois (3) ans, soit du 1er septembre 2021 au 31 août 2024 pour le traitement des matières récupérées. Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 2 345 490 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 1 189 858 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2024 sont les suivants :

2023	713 915 \$
2024	475 943 \$

i) Assurances collectives

La Ville s'est engagée, par contrat, pour une durée de deux (2) ans, soit pour la période du 1er juillet 2021 au 30 juin 2023, et ce, pour le régime d'assurances collectives (soit l'assurance-vie, l'assurance-salaire de longue durée et l'assurance maladie). Le montant à payer, suivant ce contrat, se chiffre à environ 1 970 900 \$. Le solde de l'engagement au 31 décembre 2022 est de 498 700 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2023 sont les suivants :

2023	498 700 \$
------	------------

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

j) Autres contrats

La Ville s'est également engagée à verser des montants au-delà de l'exercice financier 2021, et ce, en relation avec divers contrats, tels, le contrôle des insectes piqueurs, le transport des conteneurs des secteurs au LET, l'entretien des photocopieurs numériques, le soutien du logiciel de gestion du territoire, les lignes téléphoniques - Centrex et affaires, la téléphonie IP, les auditeurs externes, les actuaires et autres engagements. Les montants à payer, suivant ces contrats, se chiffrent à environ 2 268 939 \$. Le solde de ces engagements au 31 décembre 2022 est de 1 258 884 \$ et les paiements minimums exigibles jusqu'en 2028 sont les suivants :

2023	542 847 \$
2024	430 034 \$
2025	119 145 \$
2026	86 143 \$
2027	52 455 \$
2028	28 260 \$

Fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement technique (LET)

La Ville de Sept-Îles a signé, le 28 octobre 2004, une convention de fiducie pour la constitution d'un fonds de gestion post-fermeture de son lieu d'enfouissement sanitaire. En vertu de cette convention issue du décret no. 1173-2002, à partir du 2 octobre 2002, concernant la délivrance d'un certificat d'autorisation pour l'agrandissement du site d'enfouissement, la Ville s'engageait à verser au patrimoine fiduciaire un minimum de 2,01 \$ pour chaque mètre cube de matières résiduelles enfouies au lieu d'enfouissement sanitaire.

La durée prévue révisée en 2013 de cette fiducie était de 22 ans, soit jusqu'en 2035 ou avant, dans le cas où la capacité maximale de l'aire d'enfouissement sanitaire autorisée serait atteinte, soit 1 253 500 mètres cubes, et la contribution de la Ville fut alors révisée à 3,81 \$, tel que confirmée le 28 novembre 2014 par le ministère, et ce, pour la période du 1er janvier 2014 au 31 décembre 2018. La révision des coûts de gestion postfermeture du LET pour la période de 2019 à 2023 a été révisée et la contribution s'élève maintenant à 5,21 \$ / m³, tel que confirmée le 12 août 2019 par le ministère, et après révision des volumes annuels moyens, la durée de vie résiduelle réévaluée à 14,3 ans, soit jusqu'en 2032.

La contribution versée en date du 31 décembre 2022, pour la période du 1er janvier au 31 décembre 2022, s'élève à 331 617 \$ et l'avoir de la fiducie au 31 décembre 2022 s'élève à 3 432 796 \$.

20. Droits contractuels

Les droits contractuels sont estimés à 18 854 447 \$. Ils représentent des revenus futurs auxquels la Ville de Sept-Îles aura droit en vertu d'ententes déjà conclues. Ils comprennent des revenus de transferts de 6 943 760 \$, des services rendus de 11 649 221 \$, de même que des baux et autres locations de locaux pour 261 466 \$.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

L'échéancier des droits contractuels est établi comme suit :

Revenus futurs estimés pour 2023	2 094 185 \$
Revenus futurs estimés pour 2024	2 058 399 \$
Revenus futurs estimés pour 2025	1 949 987 \$
Revenus futurs estimés pour 2026	1 991 718 \$
Revenus futurs estimés pour 2027	1 992 447 \$
Revenus futurs estimés pour 2028 et +	<u>8 947 711 \$</u>
Total :	<u>18 854 447 \$</u>

21. Passifs éventuels

Régime complémentaire de retraite des employés de la Ville de Sept-Îles :

Depuis la sanction de la Loi favorisant la santé financière et la pérennité des régimes de retraite à prestations déterminées du secteur municipal (L.Q.2014, chapitre 15) le 5 décembre 2014, des requêtes introductives d'instance en déclaration d'inconstitutionnalité et en nullité de la loi ont été déposées devant la Cour supérieure du Québec par des associations d'employés.

Dans un jugement rendu le 9 juillet 2020, la Cour supérieure du Québec a déclaré inconstitutionnelles les dispositions relatives à la suspension de l'indexation des rentes des retraités prévues par cette loi. La Cour a cependant déclaré constitutionnelles les dispositions de la même loi visant les participants actifs. Le gouvernement et certaines municipalités ont interjeté appel de la portion du jugement touchant les retraités. Des associations d'employés ont également interjeté appel de la portion du jugement affectant les participants actifs, faisant en sorte que l'ensemble du jugement de première instance est contesté par l'une ou l'autre des parties. L'exécution du jugement est donc suspendue jusqu'à ce que la Cour d'appel du Québec rende sa décision.

Puisque le résultat de ces démarches est indéterminable, les incidences possibles de ces requêtes et du jugement rendu en première instance n'ont pas été comptabilisées au 31 décembre 2022. L'ampleur du passif éventuel ne peut être fournie car elle ne peut être mesurée avec une fiabilité raisonnable.

Agrandissement du secteur de Ferland :

La Ville de Sept-Îles fait face à une poursuite en cour supérieur par Groupe KEOPS et Als. Une demande introductive d'instance en dommages et intérêts a été déposée suite au refus par la Ville de Sept-Îles de prolonger l'avis favorable et de la décision de mettre fin aux négociations de l'entente promoteur-ville dans le cadre du projet d'agrandissement du secteur Ferland. La réclamation est évaluée à 8 128 009\$ en plus de 700 000\$ pour les dommages exemplaires.

Le 23 septembre 2022, le juge de la Cour supérieure a rejeté la demande. La demanderesse étant sans avocat, la Ville a demandé le rejet de la cause ce qui a été accordé par le juge. Certaines démarches visant la rétractation du jugement rendu ont été initiées, lesquelles sont demeurées sans suite.

Dans ce contexte, la Ville ne provisionne aucun montant aux états financiers au 31 décembre 2022.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Environnement et Changement climatique Canada - Lieu d'enfouissement sanitaire (LES)

Le 17 février 2022, Environnement et Changement climatique Canada a transmis à la Ville de Sept-Îles un avertissement alléguant une infraction au paragraphe 36 (3) de la Loi sur les pêches, et ce concernant les résurgences de l'ancien lieu d'enfouissement sanitaire situé au 750 chemin du Lac Daigle. Une étude hydrogéologique ainsi qu'un plan d'action a été déposé le 30 mars 2023 aux autorités concernées. Une étude de faisabilité est présentement en cours afin d'évaluer l'utilisation de la technologie Évaplant qui constitue à la plantation d'aulnes. Dans ce contexte où la Ville est à l'étude de solutions et que les résultats de même que les coûts sont inconnus, aucun montant à titre de provision n'a été comptabilisé au 31 décembre 2022.

A) Cautionnements et garanties

Description	Montant initial des cautions	Solde des cautionnements	
		2022	2021
Emprunts temporaires			
MDDELCC	300 000	300 000	300 000
SPCA	5 000	5 000	5 000
MOCSI	42 000	42 000	42 000
	171	347 000	347 000
Dettes à long terme			
Friperie et Centre de dépannage SI	450 000	247 500	277 500
	172	247 500	277 500
	173	797 000	624 500

Ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques(MDDELCC) :

À la demande du MDDELCC, la Ville contractait auprès de ses assureurs, un cautionnement en référence à la « Loi sur la qualité de l'environnement - Règlement sur l'enfouissement et l'incinération de matières résiduelles » pour un montant de 300 000 \$, renouvelé pour une période de trois (3) ans, échéant le 19 juillet 2024.

Société pour la Prévention de la Cruauté envers les Animaux de la Côte-Nord (SPCA) :

Le 9 janvier 2012, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles acceptait de cautionner la SPCA pour un montant de 5 000 \$ relativement à l'émission d'une carte de crédit, et ce, afin de faciliter les achats auprès de certains fournisseurs. En date du 31 décembre 2022, le crédit utilisé était de 860 \$.

Maison des Organismes Communautaires de Sept-Îles (MOCSI) :

Le 27 janvier 2014, suivant une résolution du conseil municipal, la Ville de Sept-Îles autorisait un contrat de cautionnement en relation avec l'augmentation d'une limite de marge de crédit passant ainsi de 30 000 \$ à 42 000 \$. En date du 31 décembre 2022, le crédit était inutilisé.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Friperie et Centre de dépannage Sept-Îles inc. :

Le 18 février 2016, le Ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire autorisait la Ville de Sept-Îles à se porter caution des obligations de l'organisme auprès de la BMO-Banque de Montréal pour un emprunt de 450 000 \$ sur 15 ans, selon les termes d'une convention de prêt datée du 20 janvier 2016, et ce, suivant la résolution du conseil municipal adoptée le 25 janvier 2016. En date du 31 décembre 2022, le solde de l'emprunt était de 247 500 \$.

B) Auto-assurance

S/0

C) Poursuites

S/0

D) Autres

S/0

22. Actifs éventuels

Contestations - Demandes de paiements en remplacement d'impôts(PERI)

La Ville de Sept-Îles réclame à l'Administration portuaire de Sept-Îles des demandes de paiement en remboursement d'impôt (PERI) pour les immeubles fédéraux en fonction des valeurs compensables identifiées par l'évaluateur.

Un litige demeure pendant devant le Comité consultatif du programme PERI et concerne la valeur des terrains du bloc Z de même que la prétention de l'Administration portuaire à l'effet qu'il y aurait des claims miniers dont la Ville n'aurait pas tenu en compte et pour lesquels des terrains auraient été portés au rôle. Les demandes de paiements adressées en lien avec ce litige totalisent 399 494 \$ et touchent les années 2016 à 2022, inclusivement. Conséquemment, devant cette incertitude, une provision a été comptabilisée au rapport financier consolidé de l'exercice terminé le 31 décembre 2022.

23. Redressement aux exercices antérieurs

S/0

24. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) ne comportent pas de comparaison avec des données budgétaires consolidées.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par la Ville, lors de la séance spéciale du 18 janvier 2022, est présentée dans les informations sectorielles.

De plus, certains postes budgétaires ont fait l'objet de réaffectations suivant des résolutions du conseil municipal au cours de l'exercice 2022, lesquelles ne sont pas reflétées dans les colonnes « Budget ».

25. Instruments financiers

S/0

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022	Réalisations 2022		
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Ventilation de l'amortissement	Organismes contrôlés et partenariats
						Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement						
Taxes	1	57 055 544	59 425 551	59 438 057		59 438 057
Compensations tenant lieu de taxes	2	5 412 711	6 920 618	6 626 806		6 626 806
Quotes-parts	3					
Transferts	4	3 070 573	2 818 475	2 708 372		2 934 796
Services rendus	5	4 477 096	3 222 579	3 848 245		1 387 022
Imposition de droits	6	1 822 489	1 102 500	2 675 134		
Amendes et pénalités	7	482 623	450 500	477 185		
Revenus de placements de portefeuille	8					
Autres revenus d'intérêts	9	564 037	619 667	1 380 306		21 317
Autres revenus	10	805 255	475 110	650 336		145 266
Effet net des opérations de restructuration	11					
	12	73 690 328	75 035 000	77 804 441		4 488 401
Investissement						
Taxes	13					
Quotes-parts	14					
Transferts	15	5 197 189	8 337 750	2 451 740		
Imposition de droits	16					
Autres revenus						
Contributions des promoteurs	17	303 792	8 050 500	770 474		
Autres	18	364 268	310 000	508 396		
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales et de partenariats commerciaux	19					
Effet net des opérations de restructuration	20					
	21	5 865 249	16 698 250	3 730 610		
	22	79 555 577	91 733 250	81 535 051		4 488 401
Charges						
Administration générale	23	8 628 094	8 438 800	8 699 603	273 526	
Sécurité publique	24	10 061 124	10 531 560	10 679 686	302 694	
Transport	25	9 107 406	10 302 040	11 008 103	4 670 858	1 129 584
Hygiène du milieu	26	15 988 111	15 328 260	15 337 978	3 780 332	
Santé et bien-être	27	505 015	420 570	509 297		
Aménagement, urbanisme et développement	28	3 365 576	3 782 720	3 785 580	143 159	1 927 125
Loisirs et culture	29	11 673 494	12 711 320	12 695 768	2 609 779	1 120 340
Réseau d'électricité	30					
Frais de financement	31	2 482 232	2 334 560	2 403 165		29 976
Effet net des opérations de restructuration	32					
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	33	11 578 186	11 562 130	11 780 348 (	11 780 348)	
	34	73 389 238	75 411 960	76 899 528		4 207 025
Excédent (déficit) de l'exercice	35	6 166 339	16 321 290	4 635 523		281 376

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Excédent (déficit) de l'exercice	1	6 166 339	16 321 290	4 635 523	281 376	4 916 899
Moins : revenus d'investissement	2	(5 865 249)	(16 698 250)	(3 730 610)	()	(3 730 610)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	301 090	(376 960)	904 913	281 376	1 186 289
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés						
Amortissement	4	11 578 186	11 562 130	11 780 348	82 888	11 863 236
Produit de cession	5	83 490		93 735		93 735
(Gain) perte sur cession	6	141 978		66 667		66 667
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	11 803 654	11 562 130	11 940 750	82 888	12 023 638
Propriétés destinées à la revente						
Coût des propriétés vendues	9	142 228		93 103		93 103
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11	142 228		93 103		93 103
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux						
Remboursement ou produit de cession	12	209 486	100 000	197 847		197 847
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14	27 274		63 298		63 298
	15	236 760	100 000	261 145		261 145
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	15 004		287 500		287 500
Remboursement de la dette à long terme	17	(10 399 905)	(6 557 640)	(6 575 679)	()	(6 575 679)
	18	(10 384 901)	(6 557 640)	(6 288 179)		(6 288 179)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(2 880 442)	(3 292 530)	(2 109 643)	(50 861)	(2 160 504)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	339 126		130 570		130 570
Excédent de fonctionnement affecté	21	4 695 177		27 338		27 338
Réserves financières et fonds réservés	22	(1 152 605)	(1 435 000)	(1 397 487)		(1 397 487)
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23	(219 630)				
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	781 626	(4 727 530)	(3 349 222)	(50 861)	(3 400 083)
	26	2 579 367	376 960	2 657 597	32 027	2 689 624
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	2 880 457		3 562 510	313 403	3 875 913

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 865 249	3 730 610		3 730 610
CONCILIATION À DES FINS FISCALES					
<i>Ajouter (déduire)</i>					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés					
Acquisition d'immobilisations corporelles					
Administration générale	2 (	129 552)(	182 905)(	) (	182 905)
Sécurité publique	3 (	194 310)(	3 049 548)(	) (	3 049 548)
Transport	4 (	6 050 492)(	12 184 198)(	21 722)(	12 205 920)
Hygiène du milieu	5 (	4 587 082)(	8 229 923)(	) (	8 229 923)
Santé et bien-être	6 (	) (	) (	) (	)
Aménagement, urbanisme et développement	7 (	131 525)(	52 528)(	29 139)(	81 667)
Loisirs et culture	8 (	1 907 646)(	5 086 690)(	) (	5 086 690)
Réseau d'électricité	9 (	) (	) (	) (	)
Acquisition d'actifs incorporels achetés	10 (	) (	) (	) (	)
	11 (	13 000 607)(	28 785 792)(	50 861)(	28 836 653)
Propriétés destinées à la revente					
Acquisition	12 (	) (	) (	) (	)
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux					
Émission ou acquisition	13 (	113 400)(	114 080)(	) (	114 080)
Financement					
Financement à long terme des activités d'investissement	14	9 682 796	11 712 500		11 712 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	15	2 880 442	2 109 643	50 861	2 160 504
Excédent accumulé					
Excédent de fonctionnement non affecté	16	1 545 000	1 855 150		1 855 150
Excédent de fonctionnement affecté	17	15 000	1 236 758		1 236 758
Réserves financières et fonds réservés	18	1 908 775	1 673 565		1 673 565
	19	6 349 217	6 875 116	50 861	6 925 977
	20	2 918 006	(10 312 256)		(10 312 256)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	21	8 783 255	(6 581 646)		(6 581 646)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES - INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats
				Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS				
Trésorerie et équivalents de trésorerie (note 4)	1	35 716 654	38 868 955	2 106 066
Débiteurs (note 5)	2	24 633 542	24 514 870	1 335 218
Prêts (note 6)	3	397 847	200 000	
Placements de portefeuille (note 7)	4	415 362	466 144	465 488
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	5			
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	6			
Autres actifs financiers (note 9)	7			
	8	61 163 405	64 049 969	3 906 772
PASSIFS				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie (note 4)	9			
Emprunts temporaires (note 10)	10			660 284
Créditeurs et charges à payer (note 11)	11	14 265 297	23 364 938	299 296
Revenus reportés (note 12)	12	3 862 424	4 362 684	345 437
Dettes à long terme (note 13)	13	88 430 231	92 806 515	
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	14	2 049 200	3 023 200	
Autres passifs (note 14)	15	3 759 582	3 830 619	
	16	112 366 734	127 387 956	1 305 017
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(51 203 329)	(63 337 987)	2 601 755
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations corporelles (note 15)	18	224 747 004	241 592 046	270 349
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19	736 078	642 975	
Stocks de fournitures	20	2 023 485	2 193 175	5 078
Actifs incorporels achetés (note 17)	21			
Autres actifs non financiers (note 18)	22	294 489	143 041	21 980
	23	227 801 056	244 571 237	297 407
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	24	11 621 426	12 641 296	1 793 823
Excédent de fonctionnement affecté	25	4 966 073	3 970 897	834 990
Réserves financières et fonds réservés	26	2 022 352	2 034 274	
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	27 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	28	6 816 977	235 331	
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	29	151 170 899	162 351 452	270 349
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	30			
	31	176 597 727	181 233 250	2 899 162
Obligations contractuelles (note 19)				
Droits contractuels (note 20)				
Passifs éventuels (note 21)				
Actifs éventuels (note 22)				

1. Le total consolidé exclut les soldes réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Rémunération					
Liée au programme Accès entreprise Québec	1				
Autre	2	22 084 940	22 066 379	23 549 621	21 982 310
Charges sociales					
Liées au programme Accès entreprise Québec	3				
Autres	4	6 593 680	6 256 481	6 539 803	5 694 507
Biens et services					
Services obtenus d'organismes municipaux					
Compensations pour services municipaux	5				
Ententes de services					
Services de transport collectif	6				
Autres services	7				
Autres biens et services	8	28 414 050	29 580 653	31 312 404	30 294 119
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	9	1 813 197	1 894 343	1 894 343	1 977 984
D'autres organismes municipaux	10	70	69	69	239
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	11	254 893	254 893	254 893	228 825
D'autres tiers	12				
Autres frais de financement	13	266 400	253 860	283 836	283 110
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	14	208 500	503 424	503 424	89 152
Transferts	15				
Autres	16				
Autres organismes					
Transferts	17				
Autres	18	4 179 100	4 207 020	2 619 117	2 573 891
Amortissement					
Immobilisations corporelles	19	11 562 130	11 780 348	11 863 236	11 678 850
Actifs incorporels achetés	20				
Autres					
▪ Mauvaises créances - franchise	21	35 000	8 955	8 955	60 268
▪ Prop.vendues/réduction valeur	22		93 103	93 103	142 228
▪	23				
	24	75 411 960	76 899 528	78 922 804	75 005 483

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	14 435 119	13 112 788
Excédent de fonctionnement affecté	2	4 805 887	5 790 121
Réserves financières et fonds réservés	3	2 034 274	2 022 352
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 (	)(	)
Financement des investissements en cours	5	235 331	6 816 977
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6	162 621 801	151 473 275
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7		
	8	184 132 412	179 215 513

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté

Administration municipale	9	12 641 296	11 621 426
Organismes contrôlés et partenariats ¹	10	1 793 823	1 491 362
	11	14 435 119	13 112 788

Excédent de fonctionnement affecté

Administration municipale			
▪ Activités de fonctionnement	12	176 345	203 683
▪ Affaissement de sol - Haut S-F	13	486 532	486 532
▪ Engagements	14	716 530	447 610
▪	15		
▪ Anciennes villes - GA et MO	16	18 699	18 699
▪ Réfection - Hôtel de Ville	17	72 791	1 309 549
▪ Réfection du boul. Laure	18	2 500 000	2 500 000
▪	19		
▪	20		
	21	3 970 897	4 966 073
Organismes contrôlés et partenariats ¹			
▪ Réserve pour autobus - CTASI	22	465 488	463 218
▪ Fonds d'urgence & dével.- DESI	23	158 061	155 855
▪ Affectations internes - CTSI	24	211 441	204 975
	25	834 990	824 048
	26	4 805 887	5 790 121

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Réserves financières et fonds réservés			
Réserves financières - Administration municipale			
▪	27		
▪	28		
▪	29		
▪	30		
▪	31		
	32		
Réserves financières - Organismes contrôlés et partenariats			
▪	33		
▪	34		
▪	35		
	36		
Fonds réservés			
Fonds de roulement			
Administration municipale	37	1 581 740	1 612 685
Organismes contrôlés et partenariats	38		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés			
Montant réservé pour le service de la dette à long terme			
Administration municipale	39		
Organismes contrôlés et partenariats	40		
Montant non réservé			
Administration municipale	41		
Organismes contrôlés et partenariats	42		
Fonds local d'investissement	43		
Fonds local de solidarité	44		
Fonds réservé aux dépenses liées à la tenue d'une élection	45	50 367	
Autres			
▪ Imm.locatif & infrastructures	46	325 021	325 021
▪ Programme de Rénovation Québec	47	77 146	84 646
	48	2 034 274	2 022 352
	49	2 034 274	2 022 352

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

	2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Mesures d'allègement fiscal liées aux écarts de constatation avec les normes comptables		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite	50 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	51 (	)(
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes de retraite et régimes supplémentaires de retraite		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	52 (	)(
Mesure d'allègement pour la COVID-19	53 (	)(
Autres	54 (	)(
Régimes d'avantages complémentaires de retraite et autres avantages sociaux futurs	55 (	)(
	56 (	)(
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	57 (	)(
Assainissement des sites contaminés	58 (	)(
Appariement fiscal pour revenus de transfert	59 (	)(
Autres		
▪	60 (	)(
▪	61 (	)(
	62 (	)(
Autres mesures d'allègement fiscal		
Mesures relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	63 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	64 (	)(
Mesures relatives à la COVID-19		
Utilisation du fonds général	65 (	)(
Utilisation du fonds de roulement	66 (	)(
Autres		
▪	67 (	)(
▪	68 (	)(
	69 (	)(
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure relative à la TVQ	70 (	)(
Mesure relative à la COVID-19	71 (	)(
Frais d'émission de la dette à long terme	72 (	)(
Dette à long terme liée au FLI et au FLS	73 (	)(
Autres		
▪	74 (	)(
▪	75 (	)(
	76 (	)(
Éléments présentés à l'encontre des DCTP		
Financement des activités de fonctionnement	77	
Fonds d'amortissement pour emprunts de fonctionnement	78	
Prêts aux entreprises liés au FLI et au FLS et placements de portefeuille à titre d'investissement liés au FLI	79	
Autres prêts et placements de portefeuille à titre d'investissement liés à des emprunts de fonctionnement	80	
Autres		
▪	81	
	82	
	83 (	)(

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)			
Financement des investissements en cours			
Financement non utilisé	84	7 249 897	6 816 977
Investissements à financer	85 (	7 014 566)(	)
	86	235 331	6 816 977
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs			
Éléments d'actif			
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés	87	241 862 395	225 049 380
Propriétés destinées à la revente	88	642 975	736 078
Prêts	89	200 000	397 847
Placements de portefeuille à titre d'investissement	90	466 144	415 362
Participations dans des entreprises municipales et des partenariats commerciaux	91		
	92	243 171 514	226 598 667
Ajustements aux éléments d'actif	93		
	94	243 171 514	226 598 667
Éléments de passif correspondant			
Dette à long terme	95 (	92 806 515)(	88 430 231)
Frais reportés liés à la dette à long terme	96 (	101 534)(	173 865)
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	97	12 358 336	13 478 704
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	98		
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	99		
	100 (	80 549 713)(	75 125 392)
Dette en cours de refinancement et ajustements aux éléments de passif	101 (	)	)
	102 (	80 549 713)(	75 125 392)
	103	162 621 801	151 473 275

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

A) RÉGIMES DE RETRAITE ET RÉGIMES SUPPLÉMENTAIRES DE RETRAITE À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes de retraite enregistrés	1	1
Régimes supplémentaires de retraite	2	1

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

Régime complémentaire de retraite des employés de la ville de Sept-Îles est un régime de retraite contributif de type salaire final. La rente annuelle d'un participant est égale à 2 % de son salaire final moyen. La moyenne est calculée sur 5 ans, sauf pour le service avant 2000 des cadres et le service avant 2004 des autres employés où la moyenne est calculée sur 3 ans. Le régime prévoit également une indexation selon une formule de rendement excédentaire pour les participants retraités au 1er janvier 2007. Le Régime prévoit également des prestations en cas de décès et de cessation d'emploi. Le régime supplémentaire de retraite compense pour les limites fiscales du régime enregistré. L'évaluation actuarielle la plus récente de ces régimes est en date du 31 décembre 2019.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	3 2 426 600	2 567 700
Charge de l'exercice	4 (2 867 700)(	2 580 000)
Cotisations versées par l'employeur	5 2 191 900	2 438 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	6 1 750 800	2 426 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	7 101 385 800	101 866 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	8 (103 437 400)(	105 136 000)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	9 (2 051 600)	(3 269 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	10 3 802 400	5 696 200
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	11 1 750 800	2 426 600
Provision pour moins-value	12 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	13 1 750 800	2 426 600
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	14 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	15 101 385 800	101 866 400
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	16 (103 437 400)(	105 136 000)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	17 (2 051 600)(	3 269 600)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	18	3 754 400	3 512 700
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	19		
	20	3 754 400	3 512 700
Cotisations salariales des employés	21 (	1 962 800)(	2 030 000)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (	65 600)(	55 500)
	23	1 726 000	1 427 200
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24	991 500	973 500
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27		
Variation de la provision pour moins-value	28		
Autres			
▪	29		
▪	30		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	31	2 717 500	2 400 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	32	5 304 900	5 161 500
Rendement espéré des actifs	33 (	5 154 700)(	4 982 200)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	34	150 200	179 300
Charge de l'exercice	35	2 867 700	2 580 000
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	36	1 530 300	3 461 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	37 (	5 154 700)(	4 982 200)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	38	(3 624 400)	(1 521 200)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	39	4 526 700	1 242 400
Prestations versées au cours de l'exercice	40	6 231 200	6 777 100
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 7)	41	92 341 900	101 515 600
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	42		
Valeur des obligations des régimes supplémentaires de retraite <u>non capitalisés</u> comprises dans les obligations présentées à la ligne 8	43	9 700	12 500
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 8			
Pour la réserve de restructuration	44		
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	1 466 700	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	5,50 %	5,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	5,00 %	4,90 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	2,00 %	2,00 %
Autres hypothèses économiques			
▪	51		
▪	52		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

B) RÉGIMES D'AVANTAGES COMPLÉMENTAIRES DE RETRAITE ET AUTRES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice

Régimes d'avantages complémentaires de retraite	53	2
Autres avantages sociaux futurs	54	

Description des régimes et avantages, date de la plus récente évaluation actuarielle (s'il y a lieu) et autres renseignements

Les programmes d'avantages après la retraite incluent le régime d'assurance-vie et de soins médicaux postérieurs à la retraite des employés de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2019, ainsi que le régime d'indemnité de retraite de la Ville de Sept-Îles, dont la plus récente évaluation actuarielle a été effectuée sur les données au 31 décembre 2019.

	2022	2021
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	55 (4 475 800)	(4 474 000)
Charge de l'exercice	56 (370 700)	(418 600)
Cotisations, prestations ou primes versées par l'employeur	57 72 500	416 800
Actif (passif) à la fin de l'exercice	58 (4 774 000)	(4 475 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	59	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	60 (3 023 200)	(3 929 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	61 (3 023 200)	(3 929 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (1 750 800)	(546 200)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice avant la provision pour moins-value	63 (4 774 000)	(4 475 800)
Provision pour moins-value	64 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (4 774 000)	(4 475 800)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes et avantages dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes et avantages en cause	66 2	2
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	67	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	68 (3 023 200)	(3 929 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	69 (3 023 200)	(3 929 600)

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	70	337 600	380 800
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	71		
	72	337 600	380 800
Cotisations salariales des employés	73 (	)(	)
Cotisations, prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	74 (	)(	)
	75	337 600	380 800
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	76	(44 500)	(15 100)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	77		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	78		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	79		
Variation de la provision pour moins-value	80		
Autres			
▪	81		
▪	82		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	83	293 100	365 700
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	84	77 600	52 900
Rendement espéré des actifs	85 (	)(	)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	86	77 600	52 900
Charge de l'exercice	87	370 700	418 600
Informations complémentaires			
Rendement réel des actifs pour l'exercice	88		
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	89 (	)(	)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	90		
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	91	1 249 100	529 500
Prestations versées au cours de l'exercice	92	72 500	416 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 59)	93		
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	94		
Valeur des obligations des régimes d'avantages complémentaires de retraite capitalisés comprises dans les obligations présentées à la ligne 60	95		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	96	15	15
Hypothèses d'évaluation actuarielle aux fins de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	97	4,50 %	2,00 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	98	2,00 %	1,20 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	99	3,00 %	3,00 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	100	2,00 %	2,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	101	5,44 %	5,44 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	102	3,57 %	3,57 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	103	2040	2040
Autres hypothèses économiques			
▪	104		
▪	105		

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 106 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime de prestations supplémentaires des maires et des conseillers des municipalités	107		
Régime de retraite par financement salarial	108		
Régime de retraite des employés municipaux du Québec	109		
Régime de retraite à prestations cibles	110		
Autres régimes	111		
	112		

D) AUTRES RÉGIMES

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 113 _____

Description des régimes et autres renseignements

		2022	2021
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur			
Régime volontaire d'épargne-retraite	114		
Régime de retraite simplifié	115		
REER	116		
Autres régimes	117		
	118		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

		2022	2021
Nombre d'élus qui sont en fonction et qui sont des participants actifs à la fin de l'exercice	119		10

Description du régime

		2022	2021
Cotisations des élus au RREM	120	16 240	13 698
Charge de l'exercice			
Contributions de l'employeur au RREM	121	54 735	46 468
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	122	14 568	15 204
	123	69 303	61 672

Note

Renseignements financiers consolidés non audités

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
TAXES					
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	45 104 630	45 120 643	45 120 643	42 044 225
Taxes spéciales					
Service de la dette	2	7 080 070	7 128 053	7 128 053	7 742 123
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Réserve financière pour le service de l'eau	5				
Réserve financière pour le service de la voirie	6				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	7	219 090	220 501	220 501	224 681
Activités de fonctionnement	8				
Activités d'investissement	9				
Autres	10				
	11	52 403 790	52 469 197	52 469 197	50 011 029
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	12	3 166 442	3 131 038	3 131 038	3 236 929
Égout	13				
Traitement des eaux usées	14				
Matières résiduelles	15	3 619 950	3 633 272	3 633 272	3 568 509
Autres					
▪	16				
▪	17				
▪	18				
Centres d'urgence 9-1-1	19	200 000	190 833	190 833	203 367
Service de la dette	20	35 369	13 717	13 717	35 710
Pouvoir général de taxation	21				
Activités de fonctionnement	22				
Activités d'investissement	23				
	24	7 021 761	6 968 860	6 968 860	7 044 515
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	25				
Autres	26				
	27				
	28	7 021 761	6 968 860	6 968 860	7 044 515
	29	59 425 551	59 438 057	59 438 057	57 055 544

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021	
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES					
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES					
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement	30	32 810	18 092	18 092	28 188
Immeubles de la Société québécoise d'infrastructures	31	2 215 965	2 217 556	2 217 556	2 217 782
Compensations pour les terres publiques	32	213 810	213 810	213 810	214 063
Immeubles des réseaux					
Santé et services sociaux	33	894 460	883 564	883 564	737 002
Cégeps et universités	34	490 470	463 897	463 897	377 409
Écoles primaires et secondaires	35	1 411 600	1 344 140	1 344 140	1 193 340
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux	36				
	37	5 259 115	5 141 059	5 141 059	4 767 784
GOUVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES					
Taxes sur la valeur foncière	38	1 599 180	1 420 222	1 420 222	580 059
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	39	62 323	65 525	65 525	64 868
Taxes d'affaires	40				
	41	1 661 503	1 485 747	1 485 747	644 927
ORGANISMES MUNICIPAUX					
Taxes sur la valeur foncière	42				
Taxes sur une autre base					
Taxes, compensations et tarification	43				
	44				
AUTRES					
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	45				
Autres	46				
	47				
	48	6 920 618	6 626 806	6 626 806	5 412 711

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	49	496	496	194 516
Sécurité publique				
Police	50			
Sécurité incendie	51	1 648	1 648	
Sécurité civile	52			
Autres	53			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	54	138 927	136 474	140 385
Enlèvement de la neige	55			
Autres	56	2 391	2 391	6 272
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	57			
Transport adapté	58		299 678	295 245
Transport scolaire	59			
Autres	60		443 463	332 554
Transport aérien	61			
Transport par eau	62			
Autres	63			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	64			(8)
Réseau de distribution de l'eau potable	65	85 577	84 456	49 851
Traitement des eaux usées	66	6 240	5 599	(1 037)
Réseaux d'égout	67	308 326	250 597	237 792
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	68	237 650	61 963	155 196
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	69			
Tri et conditionnement	70			
Autres	71			
Autres	72			
Cours d'eau	73			
Protection de l'environnement	74			
Autres	75			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	76			
Sécurité du revenu	77			
Autres	78	14 000		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	79			
Rénovation urbaine	80			
Promotion et développement économique	81	3 612	3 612	30 324
Autres	82			39 932
Loisirs et culture				
Activités récréatives	83	40 137	79 018	79 018
Activités culturelles				123 578
Bibliothèques	84	93 191	100 446	100 446
Autres	85	121 533	108 700	335 240
Réseau d'électricité	86			506 104
	87	1 052 080	835 400	1 877 196
				2 423 867

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	88			
Sécurité publique				
Police	89			
Sécurité incendie	90			
Sécurité civile	91			
Autres	92	500 000		
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	93	680 000	865 917	865 917
Enlèvement de la neige	94			1 050 548
Autres	95			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	96			
Transport adapté	97			
Transport scolaire	98			
Autres	99			
Transport aérien	100			
Transport par eau	101			
Autres	102			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	103	2 534 250	43 514	43 514
Réseau de distribution de l'eau potable	104	340 000	265 130	265 130
Traitement des eaux usées	105	3 008 000		
Réseaux d'égout	106	340 000	436 684	436 684
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	107			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	108			
Tri et conditionnement	109			
Autres	110			
Autres	111			
Cours d'eau	112			
Protection de l'environnement	113			
Autres	114			

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DES FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	115			
Sécurité du revenu	116			
Autres	117			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	118			
Rénovation urbaine	119			
Promotion et développement économique	120			
Autres	121			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	122	893 500	840 495	172 809
Activités culturelles				
Bibliothèques	123			
Autres	124	42 000		2 254 600
Réseau d'électricité	125			
	126	8 337 750	2 451 740	5 197 189

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal et réorganisation municipale	127			
Péréquation	128			
Neutralité	129			
Partage des redevances sur les ressources naturelles	130			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	131	1 448 000	1 554 577	1 554 577
Fonds de développement des territoires	132			1 516 216
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Droits d'immatriculation	133			
Partage de la croissance d'un point de la TVQ	134	318 395	318 395	318 395
Dotation spéciale de fonctionnement	135			197 768
Soutien à la compétence de développement local et régional des MRC				
du Fonds régions et ruralité - Volet 2	136			
Autres	137			
	138	1 766 395	1 872 972	1 872 972
TOTAL DES TRANSFERTS	139	11 156 225	5 160 112	6 201 908
				9 335 040

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Greffes et application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142	26 683	32 114	33 264
	143	26 683	32 114	33 264
Sécurité publique				
Police	144			
Sécurité incendie	145	360 900	485 885	642 230
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	360 900	485 885	642 230
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149	20 430	20 597	19 938
Enlèvement de la neige	150	52 849	53 129	51 927
Autres	151	6 567	6 650	6 345
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154	79 846	80 376	78 210
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155	119 197	120 694	115 167
Réseau de distribution de l'eau potable	156	22 704	22 990	21 936
Traitement des eaux usées	157	87 488	97 273	84 530
Réseaux d'égout	158	43 861	44 411	42 377
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159	1 046 200	1 132 891	1 123 160
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160			
Tri et conditionnement	161			
Autres	162			
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167	1 319 450	1 418 259	1 387 170

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX (suite)				
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	6 909	6 909	
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	6 909	6 909	
Réseau d'électricité	180			
	181	1 786 879	2 023 543	2 140 874

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)				
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale				
Greffe et application de la loi	182			
Évaluation	183			
Autres	184	162 060	390 131	390 131
	185	162 060	390 131	390 131
Sécurité publique				
Police	186			
Sécurité incendie	187			
Sécurité civile	188			
Autres	189	353 300	400 223	400 223
	190	353 300	400 223	400 223
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	191	147 402	152 060	152 060
Enlèvement de la neige	192	211 528	213 825	213 825
Autres	193	30 000	34 804	34 804
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	194			
Transport adapté	195			29 901
Transport scolaire	196			
Autres	197			119 778
Autres	198			
	199	388 930	400 689	550 368
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	200			
Réseau de distribution de l'eau potable	201	70 000	154 251	154 251
Traitement des eaux usées	202			
Réseaux d'égout	203			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	204			
Matières recyclables	205	6 000	3 880	3 880
Autres	206			
Cours d'eau	207			
Protection de l'environnement	208			
Autres	209			
	210	76 000	158 131	158 131
				150 807

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
SERVICES RENDUS (suite)					
AUTRES SERVICES RENDUS (suite)					
Santé et bien-être					
Logement social	211				
Sécurité du revenu	212				
Autres	213				
	214				
Aménagement, urbanisme et développement					
Aménagement, urbanisme et zonage	215	30 860	53 978	274 287	298 343
Rénovation urbaine	216				
Promotion et développement économique	217				
Autres	218				
	219	30 860	53 978	274 287	298 343
Loisirs et culture					
Activités récréatives	220	340 450	354 837	354 837	276 063
Activités culturelles					
Bibliothèques	221	35 200	27 464	27 464	26 056
Autres	222	48 900	39 249	765 534	336 416
	223	424 550	421 550	1 147 835	638 535
Réseau d'électricité					
	224				
	225	1 435 700	1 824 702	2 920 975	3 020 612
TOTAL DES SERVICES RENDUS	226	3 222 579	3 848 245	4 944 518	5 161 486

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	227	202 500	216 402	216 402	382 310
Droits de mutation immobilière	228	900 000	2 458 732	2 458 732	1 440 179
Droits sur les carrières et sablières	229				
Autres	230				
	231	1 102 500	2 675 134	2 675 134	1 822 489
AMENDES ET PÉNALITÉS					
	232	450 500	477 185	477 185	482 623
REVENUS DE PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE					
	233				
AUTRES REVENUS D'INTÉRÊTS					
	234	619 667	1 380 306	1 401 623	576 979
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations corporelles	235		(66 667)	(66 667)	(141 226)
Gain (perte) sur cession d'actifs incorporels achetés	236				
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	237		232 438	232 438	472 120
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	238				
Contributions des promoteurs	239	8 050 500	770 474	770 474	303 792
Contributions des automobilistes pour le transport en commun — Taxe sur l'essence	240				
Contributions des organismes municipaux	241				
Autres contributions	242		508 396	508 396	364 268
Redevances réglementaires	243				
Autres	244	475 110	484 565	629 831	706 519
	245	8 525 610	1 929 206	2 074 472	1 705 473
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION					
	246				

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	818 940	873 105	7 020	880 125	880 125	727 937
Greffé et application de la loi	2	1 207 230	1 137 650	19 433	1 157 083	1 157 083	1 219 382
Gestion financière et administrative	3	4 147 350	4 231 481	236 629	4 468 110	4 468 110	4 264 611
Évaluation	4	891 500	914 950		914 950	914 950	657 394
Gestion du personnel	5	1 123 280	1 146 701	9 957	1 156 658	1 156 658	1 028 826
Autres							
▪	6	250 500	395 716	487	396 203	396 203	1 030 423
▪	7						
	8	8 438 800	8 699 603	273 526	8 973 129	8 973 129	8 928 573
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	5 323 990	5 353 588	46 762	5 400 350	5 400 350	5 283 516
Sécurité incendie	10	4 797 030	4 960 308	236 834	5 197 142	5 197 142	4 670 157
Sécurité civile	11	14 630	19 767		19 767	19 767	16 949
Autres	12	395 910	346 023	19 098	365 121	365 121	380 207
	13	10 531 560	10 679 686	302 694	10 982 380	10 982 380	10 350 829
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	3 099 410	3 185 580	4 009 023	7 194 603	7 194 603	6 903 365
Enlèvement de la neige	15	6 107 250	6 758 105	342 268	7 100 373	7 100 373	5 499 320
Éclairage des rues	16	413 570	348 880	209 124	558 004	558 004	573 593
Circulation et stationnement	17	440 380	473 801	93 803	567 604	567 604	451 662
Transport collectif							
Transport en commun	18	241 430	241 737	4 106	245 843	1 130 927	1 016 161
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21			12 534	12 534	12 534	12 534
	22	10 302 040	11 008 103	4 670 858	15 678 961	16 564 045	14 456 635

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations	
	Sans ventilation	Sans ventilation	Ventilation de	Total			
	de l'amortissement	de l'amortissement	l'amortissement		2022	2021	
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	2 689 160	2 494 709	618 824	3 113 533	3 113 533	3 366 077
Réseau de distribution de l'eau potable	24	1 744 720	1 718 551	958 593	2 677 144	2 677 144	2 536 989
Traitement des eaux usées	25	595 320	646 949	483 891	1 130 840	1 130 840	1 121 636
Réseaux d'égout	26	1 840 970	2 246 447	1 112 331	3 358 778	3 358 778	2 944 669
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	1 207 770	1 199 741	7 442	1 207 183	1 207 183	1 161 352
Élimination	28	3 236 370	3 460 826	454 335	3 915 161	3 915 161	3 893 675
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	1 030 030	1 004 275	1 303	1 005 578	1 005 578	975 494
Tri et conditionnement	30	631 900	606 720	794	607 514	607 514	621 102
Matières organiques							
Collecte et transport	31		22 149		22 149	22 149	
Traitement	32						
Matériaux secs							
Autres	34	1 241 730	1 087 182	142 819	1 230 001	1 230 001	1 305 749
Plan de gestion	35	11 610	23 233		23 233	23 233	30 730
Autres	36	3 000	1 962		1 962	1 962	2 569
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	1 022 680	929 179		929 179	929 179	841 880
Autres	39	73 000	(103 945)		(103 945)	(103 945)	1 017 607
	40	15 328 260	15 337 978	3 780 332	19 118 310	19 118 310	19 819 529
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	215 000	269 179		269 179	269 179	294 113
Sécurité du revenu	42						
Autres	43	205 570	240 118		240 118	240 118	210 902
	44	420 570	509 297		509 297	509 297	505 015

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Non audité	Administration municipale					Données consolidées	
	Budget 2022		Réalizations 2022		Réalizations 2022	Réalizations 2021	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	1 616 040	1 632 600	53 467	1 686 067	1 686 067	1 440 139
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47		7 500	450	7 950	7 950	30 304
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	958 000	907 900	1 270	909 170	1 090 624	1 007 618
Tourisme	49	1 163 680	1 119 254	59 693	1 178 947	1 264 269	1 274 549
Autres	50	35 000	35 000	28 279	63 279	63 279	63 279
Autres	51	10 000	83 326		83 326	83 326	142 905
	52	3 782 720	3 785 580	143 159	3 928 739	4 195 515	3 958 794
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	1 337 020	1 269 652	132 889	1 402 541	1 402 541	1 172 789
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 000 070	1 971 998	203 751	2 175 749	2 175 749	1 908 562
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 513 960	1 531 960	413 917	1 945 877	1 945 877	2 152 945
Parcs et terrains de jeux	56	3 695 980	3 359 199	1 148 357	4 507 556	4 507 556	4 584 793
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	262 570	172 676		172 676	172 676	151 564
Autres	59	317 940	903 374		903 374	903 374	315 819
	60	9 127 540	9 208 859	1 898 914	11 107 773	11 107 773	10 286 472
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	1 384 480	1 357 836	491 116	1 848 952	2 690 392	1 895 786
Bibliothèques	62	1 712 710	1 705 492	165 032	1 870 524	1 870 524	1 820 404
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	307 100	290 877	54 717	345 594	345 594	311 288
Autres ressources du patrimoine	64						
Autres	65	179 490	132 704		132 704	132 704	182 000
	66	3 583 780	3 486 909	710 865	4 197 774	5 039 214	4 209 478
	67	12 711 320	12 695 768	2 609 779	15 305 547	16 146 987	14 495 950

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale			Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022		Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	2022	2021
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68					
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dette à long terme						
Intérêts	69	2 068 160	2 149 305		2 149 305	2 134 717
Autres frais	70					72 331
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71	228 400	227 800		227 800	232 200
Autres	72	38 000	26 060		56 036	50 910
	73	2 334 560	2 403 165		2 433 141	2 490 158
EFFET NET DES OPÉRATIONS DE RESTRUCTURATION	74					
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS CORPORELLES ET DES ACTIFS INCORPORELS ACHETÉS	75	11 562 130	11 780 348 (	11 780 348)		

Autres renseignements financiers non audités

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Table des matières

Autres renseignements financiers consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles consolidées par catégories	2
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations corporelles consolidées	2
Analyse de la dette à long terme consolidée	3
Endettement total net à long terme consolidé	4
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	5

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

Acquisition d'immobilisations corporelles non consolidées par objets	7
Analyse de la rémunération non consolidée	8
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	8
Frais de financement non consolidés par activités	9
Rémunération des élus	10

Autres renseignements

Questionnaire	11
---------------	----

Autres renseignements financiers consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Administration municipale	Données consolidées	
		Réalisations 2022	Réalisations 2022	Réalisations 2021
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	527 581	527 581	2 007 444
Usines de traitement de l'eau potable	2	336 143	336 143	302 895
Usines et bassins d'épuration	3	1 305 764	1 305 764	327 764
Conduites d'égout	4	896 197	896 197	1 469 690
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5	4 687 910	4 687 910	275 053
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	4 155 629	4 155 629	5 307 957
Ponts, tunnels et viaducs	7	7 267	7 267	
Systèmes d'éclairage des rues	8	90 304	90 304	279 711
Aires de stationnement	9			5 181
Parcs et terrains de jeux	10	3 268 690	3 268 690	535 172
Autres infrastructures	11	415 934	415 934	131 616
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	9 336 517	9 336 517	357 342
Édifices communautaires et récréatifs	14	1 575 898	1 575 898	1 359 849
Améliorations locatives	15			18 732
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			153 026
Autres	17	1 211 100	1 211 100	264 434
Ameublement et équipement de bureau	18	376 647	402 169	142 533
Machinerie, outillage et équipement divers	19	559 736	585 075	76 761
Terrains	20	34 475	34 475	145 401
Autres	21			
	22	28 785 792	28 836 653	13 160 561

ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23	527 581	527 581	1 956 664
Usines de traitement de l'eau potable	24	34 347	34 347	302 895
Usines et bassins d'épuration	25	67 755	67 755	29 984
Conduites d'égout	26	896 197	896 197	1 451 607
Autres infrastructures	27	6 325 337	6 325 337	5 700 508
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			50 780
Usines de traitement de l'eau potable	29	301 796	301 796	
Usines et bassins d'épuration	30	1 238 009	1 238 009	297 780
Conduites d'égout	31			18 083
Autres infrastructures	32	6 300 397	6 300 397	834 182
Autres immobilisations corporelles	33	13 094 373	13 145 234	2 518 078
	34	28 785 792	28 836 653	13 160 561

ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	1				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	2				
Réserves financières et fonds réservés	3				
Fonds d'amortissement	4				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	5	524 095		241 586	282 509
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	6	74 601 297	11 021 324	5 355 417	80 267 204
De la municipalité (Société de transport en commun)	7				
	8	75 125 392	11 021 324	5 597 003	80 549 713
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	9	13 474 349	978 676	2 096 900	12 356 125
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10				
Organismes municipaux	11				
Autres tiers	12	4 355		2 144	2 211
	13	13 478 704	978 676	2 099 044	12 358 336
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	14				
	15	13 478 704	978 676	2 099 044	12 358 336
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et autres actifs	16				
Autres	17				
	18	13 478 704	978 676	2 099 044	12 358 336
	19	88 604 096	12 000 000	7 696 047	92 908 049
Dette en cours de refinancement	20 (	)		(	)
Reclassement / Redressement	21				
Dette à long terme	22	88 604 096	12 000 000	7 696 047	92 908 049

Note

ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

Administration municipale		
Dette à long terme	1	92 806 515
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	7 014 566
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dette en cours de refinancement	4	
Autres		
▪ Passif au titre des ASF	5	3 023 200
▪	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé		
Fonds d'amortissement	7	
Autres sommes comprises dans l'excédent accumulé	8	
Débiteurs	9	12 358 336
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	1 995 123
Autres		
▪	12	
▪	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	88 490 822
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés et des partenariats	15	
Endettement net à long terme	16	88 490 822
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	88 490 822
Quote-part dans l'endettement total net à long terme de l'agglomération (lorsque fonctionnant par quotes-parts)	21	
Moins : Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme de l'agglomération	22	
	23	
Endettement total net à long terme (compte tenu de la quote-part dans l'agglomération s'il y a lieu)	24	88 490 822
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	25	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 24 ci-dessus, et à la ligne 20, s'il y a lieu, pour les compétences d'agglomération et le portrait global)	26	

ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2022	Réalizations 2021
Administration générale				
Greffé et application de la loi	1			
Évaluation	2			
Autres	3	20 000	19 012	19 023
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5			
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9			
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	12 018	12 018	19 923
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18			
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	158 000	157 900	19 750
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	30 500	314 494	30 456
Activités culturelles	23			
Réseau d'électricité	24			
	25	208 500	503 424	89 152

Autres renseignements financiers non consolidés non audités

ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CORPORELLES NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Rémunération	1	58 870	142 820
Charges sociales	2	18 451	44 764
Biens et services	3	28 558 019	12 566 448
Frais de financement	4	150 452	246 575
Autres	5		
	6	28 785 792	13 000 607

ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Nombre d'heures rémunérées au cours de l'exercice	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale							
Cadres et contremaîtres	1	36,13	36,00	71 099,00	4 599 222	1 049 310	5 648 532
Professionnels	2	12,31	36,00	23 559,70	1 203 001	321 496	1 524 497
Cols blancs	3	99,69	35,00	174 127,10	6 091 668	1 809 781	7 901 449
Cols bleus	4	94,18	40,00	195 898,30	7 444 823	2 241 737	9 686 560
Policiers	5						
Pompiers	6	30,73	35,00	56 174,00	2 323 139	731 594	3 054 733
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7						
	8	273,04		520 858,10	21 661 853	6 153 918	27 815 771
Élus	9	10,00			463 396	121 014	584 410
	10	283,04			22 125 249	6 274 932	28 400 181

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	ARTM/MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12		43 514			43 514
Réseau de distribution de l'eau potable	13	84 456	265 130			349 586
Traitement des eaux usées	14	5 599				5 599
Réseaux d'égout	15	250 597	436 684			687 281
Autres	16	2 367 720	1 211 412	495 000		4 074 132
	17	2 708 372	1 956 740	495 000		5 160 112

FRAIS DE FINANCEMENT NON CONSOLIDÉS PAR ACTIVITÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité

		2022	2021
Administration générale			
Greffes et application de la loi	1		
Évaluation	2		
Autres	3	254 687	277 463
	4	254 687	277 463
Sécurité publique			
Police	5		
Sécurité incendie	6	22 805	33 778
Sécurité civile	7		
Autres	8	23 520	
	9	46 325	33 778
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	10	835 405	854 553
Enlèvement de la neige	11	28 354	15 022
Autres	12	33 803	42 972
Transport collectif	13		
Autres	14		
	15	897 562	912 547
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	40 835	39 719
Réseau de distribution de l'eau potable	17	236 343	247 172
Traitement des eaux usées	18	1 375	1 600
Réseaux d'égout	19	181 277	197 637
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	20	104 993	107 206
Matières recyclables	21	49 276	50 732
Autres	22		
Cours d'eau	23		
Protection de l'environnement	24		
Autres	25		
	26	614 099	644 066
Santé et bien-être			
Logement social	27	48 936	50 686
Sécurité du revenu	28		
Autres	29		
	30	48 936	50 686
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	31	174	480
Rénovation urbaine	32		
Promotion et développement économique	33	22 863	67 468
Autres	34	105 142	114 920
	35	128 179	182 868
Loisirs et culture			
Activités récréatives	36	297 573	308 073
Activités culturelles			
Bibliothèques	37	14 291	21 942
Autres	38	101 513	50 809
	39	413 377	380 824
Réseau d'électricité	40		
	41	2 403 165	2 482 232

RÉMUNÉRATION DES ÉLUS¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

<i>Non audité</i>	Fonction	Reçu de l'organisme municipal		Reçu d'organismes mandataires ou supramunicipaux	
		Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses	Rémunération (excluant charges sociales)	Allocation de dépenses
Audet, Charlotte	Conseiller	22 186	11 093	3 823	1 911
Beaupré, Steeve	Maire	101 510	17 546	6 372	
Berthe, Guy	Conseiller	22 186	11 093		
Chevalier, Élisabeth	Conseiller	22 186	11 093		
Dorion, Mélanie	Conseiller	22 186	11 093	364	182
Gaudreault, Carole	Conseiller	22 186	11 093	182	91
Guérault, Daniel	Conseiller	22 186	11 093		
Lejeune, Guylaine	Conseiller	29 101	14 551	1 638	819
Miousse, Denis	Conseiller	22 889	11 445	486	243
Tremblay, Mélissa	Conseiller	22 186	11 093		

Note

1. Comprend la rémunération et les allocations de dépenses que chaque membre du conseil reçoit de la municipalité, d'un organisme mandataire de celle-ci ou d'un organisme supramunicipal (ex.: MRC, régie, organisme public de transport).

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI NON**

1. Capital autorisé du fonds de roulement pour l'administration municipale au 31 décembre	1	6 278 000 \$
2. La MRC ou la municipalité a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.2 de la Loi sur les compétences municipales auprès des exploitants de carrières et de sablières?	2	X 3
Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022	4	383 769 \$
3. La MRC ou la municipalité a-t-elle créé un fonds régional ou local réservé à la réfection et à l'entretien de certaines voies publiques en vertu de l'article 110.1 de la LCM pour recevoir les droits perçus en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	5	X 6
4. Information spécifique au <i>Programme d'aide d'urgence aux petites et moyennes entreprises</i> déjà comprise dans l'information présentée à la page S20 FLI aux lignes suivantes :		
Ligne 1 : Revenus sur les placements de portefeuille	7	\$
Ligne 2 : Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille d'investissement	8	\$
Ligne 3 : Autres revenus	9	\$
Ligne 5 : Créances douteuses - Radiation de prêts et de placements de portefeuille	10	\$
Ligne 6 : Créances douteuses - Variation de la provision pour moins-value	11	\$
Ligne 7 : Autres créances douteuses	12	\$
Ligne 9 : Autres charges	13	\$
Ligne 12 : Trésorerie et équivalents de trésorerie	14	\$
Ligne 13 : Placements de portefeuille	15	\$
Ligne 14 : Débiteurs	16	\$
Ligne 15 : Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	17	\$
Ligne 16 : Provision pour moins-value	18	\$
Ligne 19 : Créanciers et charges à payer	19	\$
Ligne 20 : Revenus reportés	20	\$
Ligne 21 : Dette à long terme	21	\$
Ligne 24 : Libres	22	\$
Ligne 25 : Supportant les engagements de prêts	23	\$
Ligne 26 : Supportant les garanties de prêts	24	\$
Montant des pardons de prêts constatés		
Solde cumulatif au début de l'exercice	25	\$
Constatés au cours de l'exercice	26	\$
Solde cumulatif à la fin de l'exercice	27	\$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

5. La municipalité a-t-elle adopté un règlement concernant les dispositions suivantes :

- a) le pouvoir d'imposer une contribution pour des fins de parcs et de terrains de jeux et la préservation d'espaces naturels en vertu du 3e paragraphe du 2e alinéa de l'article 117.1 LAU.

28 ☒ 29 ☐

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

30 _____ \$

- b) le pouvoir d'imposer des droits de mutation plus élevés à la partie de la valeur des transactions qui excède 500 000 \$ en vertu de l'article 2 de la Loi concernant les droits sur les mutations immobilières.

31 ☒ 32 ☐

Si oui, indiquer le montant total des droits plus élevés perçu en 2022

33 1 232 371 \$

- c) le pouvoir d'imposer sur son territoire toute taxe municipale en vertu des articles 500.1 à 500.5 LCV (1000.1 à 1000.5 CM).

34 ☐ 35 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

36 _____ \$

- d) le pouvoir d'imposer toute redevance pour contribuer au financement d'un régime de réglementation en vertu des articles 500.6 à 500.11 LCV (1000.6 à 1000.11 CM).

37 ☐ 38 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

39 _____ \$

6. La municipalité a-t-elle compétence en matière d'évaluation foncière (article 5 LFM)?

40 ☐ 41 ☒

Si oui, a-t-elle délégué l'exercice de sa compétence en matière d'évaluation à une MRC, à une autre municipalité ou à une communauté métropolitaine (article 195 LFM)?

42 ☐ 43 ☒

Si oui, indiquer le nom des organismes parties à l'entente conclue à cet effet ainsi que la durée de l'entente :

7. La municipalité a-t-elle perçu des contributions monétaires en vertu :

- a) du paragraphe 1° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

44 ☐ 45 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

46 _____ \$

- b) du paragraphe 2° du premier alinéa de l'article 145.21 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme auprès des requérants d'un permis de construction ou de lotissement ou d'un certificat d'autorisation ou d'occupation?

47 ☐ 48 ☒

Si oui, indiquer le montant total perçu en 2022

49 _____ \$

8. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?

50 ☒ 51 ☐

Si oui, indiquer les montants attribués pour l'exercice :

- a) crédits de taxes

52 25 824 \$

- b) autres formes d'aide

53 _____ \$

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

9. Richesse foncière aux fins de la péréquation de 2022

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2022

54 \$

Facteur comparatif de 2022

55

Valeur uniformisée

56 \$

10. Montant de l'aide financière reçue ou à recevoir en 2022 dans le cadre du *Volet entretien du réseau local* (ERL) du Programme d'aide à la voirie locale de la part du MTMD

57 \$

Total des frais encourus admissibles au volet ERL :

a) Dépenses de fonctionnement (excluant l'amortissement)

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

58 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

Systèmes de sécurité

59 \$

Chaussées pavées - entretien préventif

60 \$

Chaussées pavées - entretien palliatif

61 \$

Chaussées en gravier - entretien préventif

62 \$

Chaussées en gravier - entretien palliatif

63 \$

Systèmes de drainage

64 \$

Abords de routes

65 \$

Total des dépenses relatives à l'entretien d'été

66 \$

b) Dépenses d'investissement

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'hiver

67 \$

▪ Dépenses relatives à l'entretien d'été

68 \$

c) Total des frais encourus admissibles

69 \$

d) Description des dépenses d'investissement

▪ Relatives à l'entretien d'hiver :

S/O

▪ Relatives à l'entretien d'été :

S/O

e) Si le total des frais encourus à la ligne 69 n'atteint pas 90 % du montant de l'aide financière versée en 2022 (ligne 57), veuillez fournir les justifications :

f) Si le total des dépenses relatives à l'entretien d'été, fonctionnement et investissement (lignes 66 et 68), n'est pas au moins égal au 2/3 de l'aide versée en 2022 (ligne 57) veuillez en fournir les explications :

Numéro et date de la résolution par laquelle le conseil municipal atteste de la véracité des frais encourus et du fait qu'ils l'ont été sur des **routes locales de niveaux 1 et 2** :

a) Numéro de la résolution

70 S/O

b) Date d'adoption de la résolution

71 2022-12-31

QUESTIONNAIRE

EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

11. La municipalité a-t-elle adopté un plan de sécurité civile dans lequel sont consignées des mesures de préparation aux sinistres établies conformément aux dispositions du *Règlement sur les procédures d'alerte et de mobilisation et les moyens de secours minimaux pour protéger la sécurité des personnes et des biens en cas de sinistre?*

72 ☒ 73 ☐

Si oui, indiquer le numéro et la date de la résolution par laquelle le conseil municipal a adopté un plan de sécurité civile conforme aux dispositions de ce règlement :

a) Numéro de la résolution

74 Résol. # 1910-603

b) Date d'adoption de la résolution

75 2019-10-28

12. Règlement sur les informations devant être communiquées par une municipalité locale en application de l'article 8 de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.2)

Signalements de blessures infligées par un chien au cours de l'année

a) Nombre de signalements reçus d'un médecin vétérinaire

76 _____

b) Nombre de signalements reçus d'un médecin

77 _____

Examens, déclarations de chiens potentiellement dangereux et ordonnances à l'égard des propriétaires ou gardiens de chiens

c) Nombre de chiens soumis à l'examen d'un médecin vétérinaire au cours de l'année

78 _____

d) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année par la municipalité qui, après avoir considéré le rapport du médecin vétérinaire ayant examiné le chien et évalué son état et sa dangerosité, est d'avis qu'il constitue un risque pour la santé ou la sécurité publique

79 _____

e) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux par la municipalité au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne ou un animal domestique et lui a infligé une blessure

80 _____

f) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année parce qu'il a mordu ou attaqué une personne et a causé sa mort ou lui a infligé des blessures graves

81 _____

g) Nombre de chiens euthanasiés au cours de l'année puisque, de l'avis de la municipalité, les circonstances le justifiaient

82 7

Normes relatives à l'encadrement et à la possession des chiens

h) Nombre total de chiens enregistrés auprès de la municipalité

83 1 827

i) Nombre de chiens enregistrés auprès de la municipalité dont le poids est plus de 20 kg

84 _____

j) Nombre de chiens déclarés potentiellement dangereux enregistrés auprès de la municipalité

85 _____

Règlement

- k) La municipalité a-t-elle un règlement municipal comprenant des normes plus sévères que celles prévues par le Règlement d'application de la *Loi visant à favoriser la protection des personnes par la mise en place d'un encadrement concernant les chiens* (RLRQ, chapitre P-38.002, r.1)?

86 ☐ 87 ☒

QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

La question 13 s'applique aux MRC seulement

QUESTIONNAIRE ADMINISTRATIF
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

Non audité**OUI****NON**

1. Est-ce que le rapport financier est consolidé?

1 ☒ 2 ☐

Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats. S'il n'y a pas de consolidation ligne par ligne mais uniquement la comptabilisation d'entreprises municipales ou de partenariats commerciaux selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation, cochez « Non ».

Si oui, présentez-vous le budget consolidé?

3 ☐ 4 ☒

2. La présentation du budget étant facultative aux pages S27 et S28 du rapport financier, et aux pages S39 et S41 (si applicable) des autres renseignements financiers non audités, est-ce que l'organisme municipal souhaite y présenter le budget?

5 ☒ 6 ☐

3. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2023 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

7 ☐ 8 ☒

4. Bien que les normes sur les éléments incorporels achetés soient applicables aux organismes municipaux à compter de 2024 seulement, un organisme peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que l'organisme applique ces normes de façon anticipée?

9 ☐ 10 ☒

Les questions 5 à 7 s'appliquent aux MRC et aux municipalités exerçant certaines compétences de MRC seulement.

5. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?

11 ☐ 12 ☒

6. La MRC ou la municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?

13 ☐ 14 ☒

7. La MRC ou la municipalité a-t-elle signé avec le MERN une entente de délégation de la gestion de certains droits fonciers et de la gestion de l'exploitation du sable et du gravier sur les terres du domaine de l'État?

15 ☐ 16 ☒

La question 8 s'applique aux municipalités de 100 000 et plus, aux sociétés de transport en commun, ainsi qu'aux régies intermunicipales concernées.

8. Le vérificateur général émet-il un rapport d'audit sur le rapport financier?

17 ☐ 18 ☒

Si oui, émet-il un rapport conjoint avec l'auditeur indépendant?

19 ☐ 20 ☐

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

- ☒ J'atteste que le présent rapport financier consolidé transmis au ministère des Affaires municipales et de l'Habitation conformément à la procédure établie par celui-ci, a été déposé au conseil à la date indiquée ci-dessous.
- ☒ Je certifie que les informations, les rapports d'audit et l'attestation du trésorier ou du greffier-trésorier transmis de façon électronique au Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, le cas échéant, et que les copies originales signées de ces rapports et de l'attestation sont détenues par le présent organisme transmetteur.
- ☒ Je consens à la diffusion intégrale par le Ministère du rapport financier, des rapports d'audit et de tout autre document, tel que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le Ministère. Je confirme également détenir les autorisations nécessaires, notamment celle(s) de l'auditeur (des auditeurs) obtenue(s) selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Date de dépôt au conseil : 2023-05-08

Nom du signataire : Suzy Lévesque, OMA

Fonction du signataire : Directrice des finances et trésorière

Date de transmission au Ministère : 2023-05-09

Date et heure de la dernière modification : 2023-05-09 08:39

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2022

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021	Budget 2022		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus						
Fonctionnement	1	73 690 328	75 035 000	77 804 441	4 488 401	80 109 093
Investissement	2	5 865 249	16 698 250	3 730 610		3 730 610
	3	79 555 577	91 733 250	81 535 051	4 488 401	83 839 703
Charges	4	73 389 238	75 411 960	76 899 528	4 207 025	78 922 804
Excédent (déficit) de l'exercice	5	6 166 339	16 321 290	4 635 523	281 376	4 916 899
Moins : revenus d'investissement	6 (	5 865 249)(	16 698 250)(	3 730 610)(	) (	3 730 610)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	301 090	(376 960)	904 913	281 376	1 186 289
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	8	11 578 186	11 562 130	11 780 348	82 888	11 863 236
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	15 004		287 500		287 500
Remboursement de la dette à long terme	10 (	10 399 905)(	6 557 640)(	6 575 679)(	) (	6 575 679)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 880 442)(	3 292 530)(	2 109 643)(	50 861)(	2 160 504)
Excédent (déficit) accumulé	12	3 662 068	(1 435 000)	(1 239 579)		(1 239 579)
Autres éléments de conciliation	13	604 456	100 000	514 650		514 650
	14	2 579 367	376 960	2 657 597	32 027	2 689 624
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	2 880 457		3 562 510	313 403	3 875 913

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S12 et S13

SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2021	2022	2021
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1	35 716 654	38 868 955	40 975 021
Débiteurs	2	24 633 542	24 514 870	25 517 144
Placements de portefeuille	3	415 362	466 144	931 632
Autres	4	397 847	200 000	397 847
	5	61 163 405	64 049 969	67 623 797
Passifs				
Insuffisance de trésorerie et d'équivalents de trésorerie	6			
Dette à long terme	7	88 430 231	92 806 515	88 430 231
Passif au titre des avantages sociaux futurs	8	2 049 200	3 023 200	2 049 200
Autres	9	21 887 303	31 558 241	22 861 891
	10	112 366 734	127 387 956	113 341 322
Actifs financiers nets (dette nette)	11	(51 203 329)	(63 337 987)	(48 913 964)
Actifs non financiers				
Immobilisations corporelles	12	224 747 004	241 592 046	225 049 380
Autres	13	3 054 052	2 979 191	3 080 097
	14	227 801 056	244 571 237	228 129 477
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	15	11 621 426	12 641 296	13 112 788
Excédent de fonctionnement affecté	16	4 966 073	3 970 897	5 790 121
Réserves financières et fonds réservés	17	2 022 352	2 034 274	2 022 352
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	18 (	) (	) (	) (
Financement des investissements en cours	19	6 816 977	235 331	6 816 977
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20	151 170 899	162 351 452	151 473 275
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	21			
	22	176 597 727	181 233 250	179 215 513

Extrait du rapport financier, pages S8, S15 et S23

DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
Excédent de fonctionnement affecté			
Administration municipale			
▪ Activités de fonctionnement	23	176 345	203 683
▪ Affaissement de sol - Haut S-F	24	486 532	486 532
▪ Engagements	25	716 530	447 610
▪	26		
▪ Anciennes villes - GA et MO	27	18 699	18 699
▪ Réfection - Hôtel de Ville	28	72 791	1 309 549
▪ Réfection du boul. Laure	29	2 500 000	2 500 000
▪	30		
▪	31		
	32	3 970 897	4 966 073
Organismes contrôlés et partenariats ¹	33	834 990	824 048
	34	4 805 887	5 790 121
Réserves financières et fonds réservés			
Administration municipale	35	2 034 274	2 022 352
Organismes contrôlés et partenariats ¹	36		
	37	6 840 161	7 812 473

1. Les éliminations sont imputées aux organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, pages S15 et S23

SOMMAIRE DE L'ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022
Endettement net à long terme de l'administration municipale	1	88 490 822
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	2	88 490 822

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S25

SOMMAIRE DE L'ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE AU 31 DÉCEMBRE 2022

		2022	2021
		Total consolidé	Total consolidé
Dette à long terme à la charge de l'organisme municipal			
Emprunts refinancés par anticipation	3		
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette	4		
Montant à la charge de l'ensemble des contribuables	5	80 267 204	74 601 297
Montant à la charge d'une partie des contribuables	6	282 509	524 095
Dette à long terme à la charge des tiers			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	7	12 356 125	13 474 349
Gouvernement du Canada et ses entreprises	8		
Autres	9	2 211	4 355
Dette en cours de refinancement / Reclassement / Redressement	10		
	11	92 908 049	88 604 096

Extrait des Autres renseignements financiers non audités, page S37

SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalizations 2021	Budget 2022	Réalizations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	12	57 055 544	59 425 551	59 438 057	59 438 057
Compensations tenant lieu de taxes	13	5 412 711	6 920 618	6 626 806	6 626 806
Quotes-parts	14				
Transferts	15	3 070 573	2 818 475	2 708 372	3 750 168
Services rendus	16	4 477 096	3 222 579	3 848 245	4 944 518
Imposition de droits, amendes et pénalités, revenus de placements de portefeuille	17	2 305 112	1 553 000	3 152 319	3 152 319
Autres	18	1 369 292	1 094 777	2 030 642	2 197 225
	19	73 690 328	75 035 000	77 804 441	80 109 093
Investissement					
Taxes	20				
Quotes-parts	21				
Transferts	22	5 197 189	8 337 750	2 451 740	2 451 740
Autres	23	668 060	8 360 500	1 278 870	1 278 870
	24	5 865 249	16 698 250	3 730 610	3 730 610
	25	79 555 577	91 733 250	81 535 051	83 839 703

Extrait du rapport financier, page S12

SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2022	Réalizations 2022			Réalizations	Réalizations
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	2022	2021
Administration générale	1	8 438 800	8 699 603	273 526	8 973 129	8 973 129	8 928 573
Sécurité publique							
Police	2	5 323 990	5 353 588	46 762	5 400 350	5 400 350	5 283 516
Sécurité incendie	3	4 797 030	4 960 308	236 834	5 197 142	5 197 142	4 670 157
Autres	4	410 540	365 790	19 098	384 888	384 888	397 156
Transport							
Réseau routier	5	10 060 610	10 766 366	4 654 218	15 420 584	15 420 584	13 427 940
Transport collectif	6	241 430	241 737	4 106	245 843	1 130 927	1 016 161
Autres	7			12 534	12 534	12 534	12 534
Hygiène du milieu							
Eau et égout	8	6 870 170	7 106 656	3 173 639	10 280 295	10 280 295	9 969 371
Matières résiduelles	9	7 362 410	7 406 088	606 693	8 012 781	8 012 781	7 990 671
Autres	10	1 095 680	825 234		825 234	825 234	1 859 487
Santé et bien-être	11	420 570	509 297		509 297	509 297	505 015
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	12	1 616 040	1 632 600	53 467	1 686 067	1 686 067	1 440 139
Promotion et développement économique	13	2 156 680	2 062 154	89 242	2 151 396	2 418 172	2 345 446
Autres	14	10 000	90 826	450	91 276	91 276	173 209
Loisirs et culture	15	12 711 320	12 695 768	2 609 779	15 305 547	16 146 987	14 495 950
Réseau d'électricité	16						
Frais de financement	17	2 334 560	2 403 165		2 403 165	2 433 141	2 490 158
Effet net des opérations de restructuration	18						
	19	63 849 830	65 119 180	11 780 348	76 899 528	78 922 804	75 005 483
Amortissement des immobilisations corporelles et des actifs incorporels achetés	20	11 562 130	11 780 348 (	11 780 348)			
	21	75 411 960	76 899 528		76 899 528	78 922 804	75 005 483

Extrait du rapport financier, page S28

SOMMAIRE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2022

		Réalisations 2021		Réalisations 2022	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés et partenariats	Total consolidé ¹
Revenus d'investissement	1	5 865 249	3 730 610		3 730 610
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Immobilisations corporelles et actifs incorporels achetés - Acquisition	2 (	13 000 607)(	28 785 792)(	50 861)(	28 836 653)
Autres investissements - Émission ou acquisition	3 (	113 400)(	114 080)(	)	114 080)
Financement à long terme des activités d'investissement	4	9 682 796	11 712 500		11 712 500
Affectations					
Activités de fonctionnement	5	2 880 442	2 109 643	50 861	2 160 504
Excédent accumulé	6	3 468 775	4 765 473		4 765 473
	7	2 918 006	(10 312 256)		(10 312 256)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	8	8 783 255	(6 581 646)		(6 581 646)

1. Le total consolidé exclut les opérations entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés et partenariats.

Extrait du rapport financier, page S14